



CAT-056  
2024-04-25  
F. Fortin-Lauzier

## **ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2024-2025**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE  
L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES  
MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**Avril 2024**

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G01	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les endroits et dates de départ et de retour;</li> <li>b) la copie des programmes et rapports de mission;</li> <li>c) les personnes rencontrées;</li> <li>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);</li> <li>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</li> <li>f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;</li> <li>g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les détails de ces ententes;</li> <li>• les résultats obtenus à ce jour;</li> </ul> </li> <li>h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</li> </ul>
G02	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les raisons du déplacement;</li> <li>b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</li> <li>c) les coûts ventilés.</li> </ul>
G03	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024 , et les prévisions pour 2024-2025;</li> <li>b) les noms des firmes de publicité retenues;</li> <li>c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>d) le but visé par chaque dépense;</li> <li>e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;</li> <li>f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;</li> <li>g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;</li> <li>h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.</li> </ul>
G04	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;</li> <li>b) le but visé par chaque dépense;</li> <li>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>d) si l'événement s'est tenu virtuellement;</li> </ul> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;</li> <li>f) le but visé par chaque dépense;</li> <li>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</li> </ul> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;</li> <li>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</li> <li>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</li> <li>m) le but visé par chaque dépense;</li> <li>n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</li> <li>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</li> </ul>

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G05	<p>La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;</li> <li>b) le but recherché par chaque dépense;</li> <li>c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</li> </ul> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;</li> <li>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</li> <li>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</li> <li>g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;</li> <li>h) le but visé par chaque dépense;</li> <li>i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</li> </ul>
G06	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les noms du professionnel ou de la firme;</li> <li>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</li> <li>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</li> <li>d) la date d'octroi du contrat;</li> <li>e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</li> <li>f) l'échéancier;</li> <li>g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li> </ul> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>
G07	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la liste des soumissions et le montant de chacune;</li> <li>b) la grille d'évaluation des soumissions;</li> <li>c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;</li> <li>d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</li> <li>e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</li> </ul>
G08	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;</li> <li>b) le total des coûts liés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);</li> <li>c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;</li> <li>d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;</li> <li>e) une description de son mandat;</li> <li>f) la date de début de son contrat;</li> <li>g) la date prévue de fin de son contrat;</li> <li>h) sa rémunération annuelle.</li> </ul>

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G09	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom du projet;</li> <li>b) la nature du projet;</li> <li>c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</li> <li>d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</li> <li>e) les plus récentes évaluations du coût du projet;</li> <li>f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</li> <li>g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</li> <li>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</li> <li>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</li> <li>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;</li> <li>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : --la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;</li> <li>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;</li> <li>m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024</li> </ul>
G10	<p>Hébergement de données Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les coûts estimés par année;</li> <li>b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;</li> <li>c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;</li> <li>d) la liste des fournisseurs;</li> <li>e) une copie du plan de déploiement.</li> </ul>
G11	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la photocopie;</li> <li>b) le mobilier de bureau;</li> <li>c) l'ameublement;</li> <li>d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;</li> <li>e) le distributeur d'eau de source;</li> <li>f) le remboursement des frais de transport;</li> <li>g) le remboursement des frais d'hébergement;</li> <li>h) le remboursement des frais de repas;</li> <li>i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</li> <li>j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au Québec;</li> <li>b) à l'extérieur du Québec.</li> </ul> </li> </ul>
G12	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le coût des contrats téléphoniques;</li> <li>b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;</li> <li>c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;</li> <li>d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;</li> <li>e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;</li> <li>f) le coût d'acquisition des appareils;</li> <li>g) le coût d'utilisation des appareils;</li> <li>h) les noms des fournisseurs;</li> <li>i) les ordinateurs portables;</li> <li>j) les iPad ou autre type de tablette électronique.</li> </ul>

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G13a	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;</p>
G13b	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;</p>
G13c	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</p>
G13d	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</p>
G13e	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :</p> <p>- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.</p>
G13f	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;</p>
G13g	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</p>
G13h	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;</p>

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G13i	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</p>
G13j	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</p>
G13k	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</p>
G13l	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;</p>
G13m	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>o) le nombre d'employés permanents et temporaires;</p>
G13n	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;</p>
G13o	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;</p>
G13p	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;</p>
G13q	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 :</p> <p>s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.</p>
G14a	<p>Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 de :</p> <p>a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;</p>

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G14b	<p>Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 de :</p> <p>b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;</p>
G14c	<p>Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 de :</p> <p>d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>
G15	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <p>a) l'emplacement de la location;</p> <p>b) la superficie totale pour chaque local loué;</p> <p>c) le coût total de ladite location;</p> <p>d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;</p> <p>e) la durée du bail;</p> <p>f) propriétaire de l'espace loué;</p> <p>g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.</p> <p>h) la superficie totale réellement occupée;</p> <p>i) la superficie inoccupée;</p> <p>j) le coût de location au mètre carré;</p> <p>k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</p>
G16	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir :</p> <p>a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;</p> <p>b) la valeur estimée de ceux-ci;</p> <p>c) les coûts d'entretien annuel;</p> <p>d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</p>
G17	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <p>a) les dates des travaux;</p> <p>b) les coûts;</p> <p>c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>
G18	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu :</p> <p>a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;</p> <p>b) le titre de la fonction;</p> <p>c) l'adresse du port d'attache;</p> <p>d) la masse salariale totale par cabinet;</p> <p>e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;</p> <p>f) la prime de départ versée, le cas échéant;</p> <p>g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;</p> <p>h) la description de tâches;</p> <p>i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2023-2024;</p> <p>j) le nombre total d'employés au cabinet;</p> <p>k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;</p> <p>l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</p>

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G19	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;  b) la circonscription électorale;  c) le montant attribué;  d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</p>
G20	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne;  b) le poste occupé;  c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;  d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;  e) la date de l'assignation hors structure;  f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;  g) les prévisions pour 2024-2025.</p>
G21	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>a) le poste initial;  b) le salaire;  c) le poste actuel, s'il y a lieu;  d) la date de la mise en disponibilité;  e) les prévisions pour 2024-2025.</p>
G22	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);  b) par catégorie d'âge;  c) prévisions pour 2024-2025.</p>
G23	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <p>a) le nom de la personne;  b) le poste occupé et le nom de l'organisme;  c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;  d) l'assignation initiale;  e) l'assignation actuelle;  f) la date de l'assignation hors structure;  g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</p>
G24	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun;  b) le fournisseur;  c) la nature du service.  d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.</p> <p>Ventiler le montant total par catégorie.</p>
G25	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G26	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom du site Web;</li> <li>b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;</li> <li>c) les coûts de construction du site;</li> <li>d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;</li> <li>e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);</li> <li>f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;</li> <li>g) nombre de visiteurs uniques mensuellement</li> <li>h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.</li> <li>i) la fréquence moyenne de mise à jour;</li> <li>j) le responsable du contenu sur le site.</li> </ul>
G27	<p>Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les régions et les villes visitées;</li> <li>b) les personnes et organismes rencontrés;</li> <li>c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;</li> <li>d) les raisons du déplacement;</li> <li>e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</li> <li>f) les coûts ventilés;</li> <li>g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</li> </ul>
G28	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le détail des mandats;</li> <li>b) le coût (déplacements, etc.);</li> <li>c) le nombre de ressources affectées;</li> <li>d) le nombre de rencontres;</li> <li>e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.</li> <li>f) l'objet;</li> <li>g) les dates.</li> </ul>
G29	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>
G30	<p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.</p>
G31	<p>L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.</p>
G32	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.</p>
G33	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
G34	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G35	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
G36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
G37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
G38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
G39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
G40	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la dépense totale (opération et capital);</li> <li>b) les grands dossiers en cours;</li> <li>c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;</li> <li>d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;</li> <li>e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.</li> </ul>
G41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
G42	<p>Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;</li> <li>b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;</li> <li>c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.</li> </ul>
G43	<p>Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la date;</li> <li>b) la nature;</li> <li>c) les questions posées;</li> <li>d) les réponses;</li> <li>e) la firme retenue;</li> <li>f) les coûts.</li> </ul>
G44	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G45	<p>Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :</p> <p>a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024;</p> <p>b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination;</p> <p>c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.</p>
G46	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;</p>
G47	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.</p>
G48	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.</p>
G49	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de :</p> <p>III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.</p>
G50	<p>Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme :</p> <p>a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;</p> <p>b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié;</p> <p>c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024;</p> <p>d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;</p> <p>e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.</p>
G51	<p>Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.</p>
G52	<p>Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023- 2024 :</p> <p>a) les sommes dépensées;</p> <p>b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.</p>
G53	<p>Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2023-2024 auprès d'une firme de consultation :</p> <p>a) la firme retenue;</p> <p>b) la copie du contrat;</p> <p>c) la date de fin prévue du contrat;</p> <p>d) la valeur prévue du contrat;</p> <p>e) les sommes dépensées à ce jour.</p>

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G54	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
G55	<p>Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer :</p> <p>a) le lieu;  b) le coût;  c) la ou les dates de participation;  d) le nombre de participants;  e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;  f) le nom de la formation ou de l'activité.</p>
G56	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :</p> <p>a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;  b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;  c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;  d) la liste des concours qui ont pris fin.</p>
G57	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :</p> <p>a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;  b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;  c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;  d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction <u>des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures</u>.</p>
G58	<p>Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :</p> <p>a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;  b) le type d'incidents;  c) les sommes dépensées en gestion des incidents.</p>
G59	<p>Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.</p> <p>a) Nombre de stagiaires reçus;  b) Heures de stages effectuées;  c) Rémunération totale déboursée.</p>
G60	<p>Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.</p> <p>a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.</p>
G61	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
G62	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.
G63	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.
G64	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.
G65	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

# demande 2024-2025	Énoncé de la demande 2024-2025
G66	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
G67	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
G68	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
G69	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
G70	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
G71	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nombre d'autorisations;</li> <li>b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;</li> <li>c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;</li> <li>d) le montant accordé;</li> <li>e) les motifs de la demande.</li> </ul>
G72	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;</li> <li>b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);</li> <li>c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;</li> <li>d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.</li> </ul>
G73	<p>Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</li> <li>b) fournir la liste des salaires versés.</li> </ul>
G74	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR1	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référez à la réponse de la demande générale 5.
NR2	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR3	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2023-2024 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référez à la réponse de la demande générale 14a.
NR4	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande générale 15.
NR5	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande générale 16.
NR6	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande générale 17.
NR7	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande générale 13o.
NR8	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025, par mission.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR9	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2023-2024, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR10	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande générale 37.
NR11	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référez à la réponse de la demande générale 3
NR12	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR13	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR14	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR15	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du ROAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référez à la réponse de la demande générale 13o.
NR16	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR17	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référez à la réponse de la demande générale 13q.
NR18	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande générale 13n.
NR19	N/A	G04	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référez à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR20	N/A	G05	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référez à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR21	N/A	G11	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référez à la réponse de la demande générale 6.
NR22	N/A	G15	N/A	Dépenses PAE 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 52
NR23	N/A	G18	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 15.
NR24	N/A	G25	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer les dépenses effectuées dans le cadre du plan d'action de développement durable du ministère ou de l'organisme ainsi que le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Référez à la demande générale 47.
NR25	N/A	G27	N/A	Coût de reconduction des programmes	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande générale 38.
NR26	N/A	G28	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référez à la réponse de la demande générale 13i.
NR27	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référez à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR28	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR29	G44a	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR30	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR31	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR32	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR33	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR34	G56a	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR35	G56b	N/A	N/A	Plan culturel numérique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR36	G56c	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : c) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR37	G56d	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR38	G56e	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR39	G56f	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR40	G56h	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR41	G56i	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR42	G56j	N/A	N/A	Plan d'action Criminalité au Nunavik	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR43	G56k	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR44	G56l	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Famille pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR45	G56n	N/A	N/A	Plan d'action Services publics d'emplois 2023-2024	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action des services publics d'emplois 2023-2024;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR46	G56o	N/A	N/A	Plan d'action en économie numérique	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en économie numérique;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR47	G56p	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, et ce, pour tous les ministères et organismes pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR48	G56q	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR49	G56r	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR50	G56s	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR51	G56t	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR52	G56u	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR53	G56v	N/A	N/A	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons»;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR54	G56w	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR55	G56x	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR56	G56y	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR57	G56z	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR58	G56aa	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR59	G56bb	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR60	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Industrie transport terrestre et mobilité durable 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR61	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR62	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR63	G56ff	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR64	G56gg	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Éducation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR65	G56hh	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR66	G56ii	N/A	N/A	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges»;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR67	G56jj	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR68	G56kk	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR69	G56ll	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR70	G56mm	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan pour une économie verte 2020-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR71	G56nn	N/A	N/A	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR72	G56oo	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR73	G56pp	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR74	G56qq	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Politique culturelle du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR75	G56rr	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	La réponse à cette question sera transmise par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR76	G56tt	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR77	G56uu	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR78	G56vv	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR79	G56ww	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR80	G56xx	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR81	G56yy	N/A	N/A	Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR82	G56zz	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie maritime 2015-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR83	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR84	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie nationale de production de bois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR85	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR86	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR87	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR88	G56fff	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR89	G56ggg	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR90	G56hhh	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR91	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec" pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR92	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Tourisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR93	G56kkk	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR94	N/A	G07	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR95	N/A	G09	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR96	N/A	G10	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR97	N/A	G19	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR98	N/A	G29	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR99	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR100	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR101	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR102	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR103	N/A	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR104	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR105	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2023-2024 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2023-2024 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.  Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	N/A	G20	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	N/A	G22	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2023-2024, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 :
    - a) les endroits et dates de départ et de retour ;
    - b) la copie des programmes et rapports de mission ;
    - c) les personnes rencontrées ;
    - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
    - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
    - f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
    - g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
      - les détails de ces ententes;
      - les résultats obtenus à ce jour;
    - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- 

Aucun voyage hors Québec n'a été fait par le Tribunal administratif du logement durant la période 2023-2024.

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- g) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>

2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024 :
    - a) les raisons du déplacement;
    - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
    - c) les coûts ventilés;
- 

Un seul voyage en avion au Québec a été fait par Me Patrick Simard, dirigeant du Tribunal administratif du logement durant la période 2023-2024.

- a) Rencontre avec les employés des bureaux de Rouyn-Noranda et Val-d'Or
- b) Le 12 décembre 2023 : Québec-Montréal-Rouyn-Noranda et le 13 décembre 2023 : Rouyn-Noranda-Montréal-Québec
- c) 997,25 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) Le but visé par chaque dépense;
  - e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes.
  - g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
  - h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

---

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'organisme. <https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>.  
Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

---

Par le cabinet ministériel:

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- h) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) Sans objet
- j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- k) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- l) Sans objet
- m) Sans objet
- n) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- o) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

---

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
- g) Sans objet
- h) Sans objet
- i) Sans objet

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>.

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024 en indiquant:
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
  - d) la date d'octroi du contrat;
  - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
  - f) l'échéancier;
  - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

---

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT**

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ (2023-2024)**

<b>a) Fournisseurs</b>	<b>c) Objet du contrat</b>	<b>Nature du contrat<sup>1</sup></b>	<b>e) Montant</b>
116862 Canada inc.	Serrurier	GG	1 247,00 \$
1commande inc.	Système de vidéosurveillance	AOI	7 306,24 \$
9269-1989 Québec inc.	Fournitures	GG	2 282,00 \$
9332-3947 Québec inc. (Plaza Universel)	Location de salle	GG	8 550,00 \$
9343-0114 Québec inc. (Centre des Congrès de Saint-Hyacinthe)	Location de salle	GG	3 200,00 \$
Addison Électronique Montréal	Équipement informatique	GG	1 159,96 \$
Air Canada	Billets d'avion	GG	2 455,75 \$
Air Spécialiste inc.	Entretien des unités informatiques et de la salle des serveurs	GG	9 493,00 \$
Alterna Éco-Solutions inc.	Fournitures	GG	2 170,42 \$
Amaro inc.	Eau	GG	1 152,15 \$
Amazon.ca	Fournitures	GG	9 049,45 \$
Artopex inc.	Mobilier de bureau	AOI	11 422,44 \$

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat <sup>1</sup>	e) Montant
Ateliers de l'E.D.Q., Les	Fournitures	GG	1 274,65 \$
BCF s.e.n.c.r.l.	Avocat	Honoraires tarifés	5 786,82 \$
Beaudoin, Julie (008)	Membre de comité de sélection	Honoraires tarifés	3 709,74 \$
Best Western [MC] Laval-Montréal	Location de salle	GG	2 528,75 \$
Binatek inc.	Fournitures	GG	3 052,08 \$
Bolduc, Normand (002)	Membre de comité de sélection	Honoraires tarifés	4 162,06 \$
Brassard Buro inc.	Mobilier de bureau	AOI	1 150,00 \$
Cablevision	Service de connexion internet	GG	2 106,35 \$
Camiq inc.	Formation	GG	3 170,00 \$
Capreit	Aménagement de portes pour mobilité réduite	GG	9 513,50 \$
Centre de téléphone mobile ltée	Service de téléphonie mobile	GG	5 604,50 \$
Charter Telecom inc.	Fournitures	GG	16 241,40 \$
Chubb Edwards	Maintenance système de contrôle d'accès	GG	1 184,00 \$
Cision Canada inc.	Licence informatique	GG	3 360,00 \$
Coginov inc.	Système de gestion documentaire	AOI	12 250,00 \$
Comfort Inn & Suites Saint-Jérôme	Location de salle	GG	1 290,00 \$
Complexe 1425 RLO S.E.C	Aménagement de bureau	GG	7 968,48 \$
Conservatoire de musique et d'art dramatique de Val-d'Or	Location de salle	GG	3 400,00 \$
Cossette Média inc.	Placement média – Appel de candidatures	GG	8 740,54 \$
Cossette, André (003)	Fournitures	GG	1 944,00 \$

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat <sup>1</sup>	e) Montant
Costco Wholesale Canada Ltd	Équipement informatique	GG	5 025,99 \$
Courrier du Suroît (logiciels personnalisés du Suroît inc.)	Courrier et messagerie	GG	2 715,00 \$
Déménagement Mont-Bruno/Lakeshore inc.	Transport de mobilier	AOP	2 550,25 \$
Desjardins, Jacques	Location de salle	GG	1 565,60 \$
Desjardins, Marie-Claude (003)	Membre d'un comité de renouvellement	GG	1 200,00 \$
Droit-inc.com ltée	Affichage d'offres d'emploi	GG	2 098,00 \$
Druide Informatique inc.	Licence informatique	AOI	1 836,00 \$
Ducore Expertise inc.	Programme d'aide aux employés	GG	5 190,00 \$
Duval, L'Espérance, Kpanake, huissiers de justice inc.	Huissier	Honoraires tarifés	1 077,72 \$
Éco Entreprises Québec	Contribution annuelle	GG	3 530,00 \$
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Accès électronique et ouvrages de référence	GG	8 233,70 \$
Électronique Microtech Canada inc.	Système de gestion d'aire d'attente	GG	6 614,00 \$
Enveloppe Laurentide inc.	Fournitures	AOI	22 091,05 \$
Enviro Connexions	Collecte des déchets	GG	1 524,29 \$
ESI Technologies de l'information inc.	Licence informatique	GG	22 053,90 \$
Évaluation Personnel Sélection International inc.	Développement de tests de recrutement	GG	15 415,50 \$
Expertise H2H	Service professionnel en RH	GG	15 466,28 \$
Finn, Makela	Membre d'un comité de renouvellement	Honoraires tarifés	1 000,00 \$
Foxit Software inc.	Licence informatique	GG	5 463,00 \$
Galarneau, Sauvé inc.	Huissier	Honoraires tarifés	1 677,38 \$

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat <sup>1</sup>	e) Montant
Gestion d'achats Ram inc.	Fournitures	AOP	1 183,92 \$
Global Payments	Service de paiement	GG	20 446,35 \$
Grand & Toy limitée	Fournitures	AOP	6 785,50 \$
Groupe API inc.	Mobilier de bureau	GG	2 440,00 \$
Groupe Contex inc.	Location de stand	GG	2 495,00 \$
Groupe Magnitude inc.	Fournitures	AOI	18 700,00 \$
Groupe Paragon Micro IT Solutions Canada ULC	Équipement informatique	AOI	12 281,26 \$
Hewlett Packard Enterprise Canada Cie	Fournitures	GG	4 977,60 \$
Holiday Inn Longueuil	Location de salle	GG	4 104,84 \$
Hôtel ALT + Quartier Dix30	Location de salle	GG	5 380,00 \$
Hôtel Château Roberval inc.	Location de salle	GG	1 005,00 \$
Hôtel Comfort Inn & Suites St-Jérôme	Location de salle	GG	1 260,00 \$
Hôtel et suites Le Dauphin Drummondville	Location de salle	GG	6 025,00 \$
Hôtel Pur	Location de salle	GG	1 000,00 \$
Ineo inc.	Location de stand	GG	2 275,00 \$
Insight Canada inc.	Équipement informatique	AOI	10 700,56 \$
It Hardware Hub Canada	Équipement informatique	GG	2 212,85 \$
Jean, Daniel (huissier de justice)	Huissier	Honoraires tarifés	12 766,67 \$
Jobboom inc.	Affichage de postes d'emploi	GG	1 875,00 \$
Lacoursière, Marc (002)	Membre d'un comité de renouvellement	Honoraires tarifés	1 200,00 \$

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat <sup>1</sup>	e) Montant
Latraverse huissiers de justice inc.	Huissier	Honoraires tarifés	1 213,88 \$
Leblanc, François (avocat)	Avocat	Honoraires tarifés	4 118,60 \$
Lexisnexis Canada inc.	Fournitures	GG	5 279,34 \$
Likuid Communication	Hébergement du site internet	AOI	7 688,00 \$
Lorex Technology inc.	Système de vidéosurveillance	GG	5 676,92 \$
Lynch, France (002)	Membre d'un comité de renouvellement	Honoraires tarifés	1 500,00 \$
Momentum 2000 inc.	Entretien des refroidisseurs d'eau	GG	3 048,30 \$
Morency, Société d'avocats, s.e.n.c.r.l.	Avocat	Honoraires tarifés	23 077,39 \$
Murf inc.	Logiciel de transcription	GG	6 055,66 \$
Musique Red One	Fournitures	GG	1 413,32 \$
O <sup>2</sup> WebSolutions inc.	Hébergement pour PCI	GG	14 198,95 \$
Okiok Data Itée	Accompagnement pour PCI	GG	10 860,00 \$
Paquette & associés, huissiers de Justice S.E.N.C.R.L.	Huissier	Honoraires tarifés	1 793,50 \$
PDQ.COM corporation	Licence informatique	GG	1 727,84 \$
Pharmacie Souad Khouri Inc	Envois postaux	GG	5 056,72 \$
Picard Poitras Gervais Avocats s.e.n.c.	Avocat	Honoraires tarifés	2 790,00 \$
Publication Mass-média inc. (Le courrier parlementaire)	Presse électronique	GG	2 350,00 \$
Salon carrière formation de Québec	Location de stand	GG	1 800,00 \$
SAS Institute [Canada] inc.	Licence informatique	GG	21 895,00 \$
Sécurité B.S.L. Itée	Agent de sécurité	GG	7 309,88 \$

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat <sup>1</sup>	e) Montant
Sécurité Mahikan inc.	Agent de sécurité	GG	1 424,10 \$
Serruriers Amherst inc.	Serrurier	GG	1 720,00 \$
Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	Service d'interprétation	GG	2 565,00 \$
Service régional d'interprétariat de l'Est du Québec inc.	Service d'interprétation	GG	1 700,00 \$
Shopper + inc.	Fournitures	GG	4 391,06 \$
Société en commandite transport de valeurs GARDA	Transport de valeurs	GG	13 216,35 \$
Solotech inc.	Fournitures	GG	2 351,76 \$
Solutions P.F.T. inc.	Fournitures	GG	9 286,58 \$
Staples Business Advantage	Fournitures	GG	1 682,14 \$
Stenoexpress	Sténographe	Honoraires tarifés	3 507,70 \$
Stericycle, ULC	Déchetage de documents	AOP	3 064,68 \$
Sylvestre & Associés S.E.N.C.R.L. (avocats)	Avocat	Honoraires tarifés	8 298,00 \$
Sylvestre avocats inc.	Avocat	Honoraires tarifés	20 874,95 \$
Tandem Graphique (Tandem Grafik)	Fournitures	GG	2 012,15 \$
Team Viewer GmbH	Licence informatique	GG	2 192,00 \$
Telus Communications inc.	Service de téléphonie mobile	AOP	11 020,06 \$
TELUS Health [Canada] Ltd.	Programme d'aide aux employés	AOP	1 442,00 \$
Thomson Reuters	Ouvrages de référence	GG	16 617,96 \$
Uniformes Le Grand [1983] inc.	Uniformes	GG	1 490,25 \$
Via Rail Canada inc.	Billets de train	GG	1 954,00 \$

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat <sup>1</sup>	e) Montant
Vidéotron Itée	Service de connexion internet	GG	4 749,17 \$
Wolters Kluwer Canada Limited	Accès électronique et ouvrages de référence	GG	7 328,00 \$
<b>TOTAL</b>			<b>655 108,70 \$</b>

Note 1 :

Lexique	
GG =	Gré à gré
AOI =	Appel d'offres sur invitation
AOP =	Appel d'offres public

Les questions b), d), f) et g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'organisme. <https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
  - b) la grille d'évaluation des soumissions;
  - c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
  - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
  - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
- 

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :
- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.

---

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'organisme. <https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>

9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
    - La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
  - m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.
- 

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Sans objet
- h) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- i) Sans objet
- j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- k) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- l) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- m) Aucune.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante:

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
  - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
  - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
  - d) la liste des fournisseurs;
  - e) une copie du plan de déploiement.
- 

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante: [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels\\_d\\_offres\\_et\\_acquisitions/Courtier\\_en\\_infonuagique/LI\\_prestataires\\_qualifies\\_AO\\_courtier.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf).
- e) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

<b>Catégorie des dépenses</b>	<b>Coût 2023-2024<sup>1</sup></b>
a) Photocopie :	43 275 \$
b) Mobilier de bureau :	20 958 \$
c) Ameublement :	0 \$
d) Décoration et embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes:	0 \$
e) Distributeur d'eau de source :	866 \$
f) Remboursement des frais de transport :	99 338 \$
g) Remboursement des frais d'hébergement :	40 262 \$
h) Remboursement des frais de repas :	20 151 \$
i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	0 \$
j) Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
I. a) au Québec :	
Frais de voyage	38 470 \$
Frais d'inscription	17 473 \$
II. b) à l'extérieur du Québec :	
Frais de voyage :	0 \$
Frais d'inscription :	0 \$

Note 1 : Les montants inscrits couvrent la période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 29 février 2024.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie:
- a) le coût des contrats téléphoniques;
  - b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
  - e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
  - f) le coût d'acquisition des appareils;
  - g) le coût d'utilisation des appareils;
  - h) les noms des fournisseurs;
  - i) les ordinateurs portables;
  - j) les iPads ou autre type de tablette électronique.

<b>Dépenses téléphoniques</b>	<b>Coûts 2023-2024</b>
b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme.	0 \$
c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme.	0 \$
d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu.	0 \$
e) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	-
i) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	-
j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	-

Pour les questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>

- 13.a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

13.e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- 

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- 13.i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

13.m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- 

Aucun poste n'a été aboli au net en 2023-2024.

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

- 13.p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Il y a 43 postes vacants en date du 28 février 2024.

RÉGION ADMINISTRATIVE	POSTES VACANTS
Bas-Saint-Laurent	1
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2
Capitale-Nationale	0
Mauricie	0
Estrie	0
Montréal	29
Outaouais	2
Abitibi-Témiscamingue	1
Côte-Nord	1
Nord-du-Québec	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1
Chaudière-Appalaches <sup>2</sup>	0
Laval	3
Lanaudière	1
Laurentides	0
Montérégie	1
Centre-du-Québec	1

Source : SAGIR au 28 février 2024

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

**2024-2025**

14. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- 
- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
  - b) Deux employés réguliers ayant quitté pour la retraite en 2023-2024 ont été remplacés tandis qu'un poste est toujours vacant en date du 28 février 2024.
  - c) Au 28 février 2024, il y a neuf personnes retraitées engagées en 2023-2024 à titre d'employées occasionnelles ayant un contrat de travail d'un an renouvelable, et ce, conformément à la directive gouvernementale concernant les emplois occasionnels de la fonction publique.

15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

a) b) c) d) e) et f)

a) Emplacement	b) Superficie louée en m <sup>2</sup>	c) Coût total	d) Coût des aménagements 2023-2024	e) Durée du bail	f) Propriétaire de l'espace loué
<b>BAIE-COMEAU</b> 625, boul. Laffèche	33,65	7 745,43 \$		2025-06-14	Société en commandite Laffèche
<b>DRUMMONDVILLE</b> 1680, boul. Saint-Joseph	96,58	16 344,13 \$		Note 1	S.Q.I.
<b>GASPÉ</b> 96, montée de Sandy Beach	41,16	9 768,22 \$		Note 1	S.Q.I.
<b>GATINEAU</b> 170, rue de l'Hôtel-de-ville	381,58	102 458,40 \$		Note 1	S.Q.I.

a) Emplacement	b) Superficie louée en m <sup>2</sup>	c) Coût total	d) Coût des aménagements 2023-2024	e) Durée du bail	f) Propriétaire de l'espace loué
<b>GRANBY</b> 77, rue Principale	174,27	27 412,88 \$	2 206,36 \$	Note 1	S.Q.I.
<b>JOLIETTE</b> 150, rue Saint-Paul	132,19	30 367,26 \$		2024-04-30	Gestion Centre Joliette Inc.
<b>LAVAL</b> 1434, boul. Daniel-Johnson	627,45	159 102,90 \$	896,91 \$	2027-07-31	161161 Canada Inc.
<b>LONGUEUIL</b> 201, Place Charles-Lemoyne	634,83	118 846,42 \$		Note 1	S.Q.I.
<b>MONTRÉAL (Village olympique)</b> 5199, rue Sherbrooke Est	4934,9	1 316 154,29 \$	10 760,50 \$	2027-06-30	Capreit 2 limited partnership
<b>MONTRÉAL (Entrepôt)</b> 190, boul. Crémazie Est	746,77	108 722,35 \$		Note 1	S.Q.I.
<b>MONTRÉAL (Centre-ville)</b> 1425, boul. René-Lévesque Ouest	713,82	176 198,99 \$	9 923,48 \$	2024-02-29	Complexe 1425 RLO S.E.C.
<b>MONTRÉAL (Beaubien)</b> 4995, rue Beaubien Est	556,61	133 737,23 \$		2024-02-02	S.Q.I.
<b>QUÉBEC</b> 900, boul. René-Lévesque Est	847,39	303 000,28 \$		2028-03-31	9292-6369 Québec Inc.

a) Emplacement	b) Superficie louée en m <sup>2</sup>	c) Coût total	d) Coût des aménagements 2023-2024	e) Durée du bail	f) Propriétaire de l'espace loué
<b>RIMOUSKI</b> 337, rue Moreault	54,98	28 596,59 \$		Note 1	S.Q.I.
<b>RIVIÈRE-DU-LOUP</b> 33, rue de la Cour	32,60	6 413,99 \$		Note 1	S.Q.I.
<b>ROBERVAL</b> 755, boul. Saint-Joseph	17,20	4 011,92 \$		2027-10-31	Société en commandite Plaza Roberval Enr.
<b>ROUYN-NORANDA</b> 255, rue Principale	88,74	18 516,08 \$		2028-10-31	9394-4189 Québec inc.
<b>SAGUENAY</b> 3950, boul. Harvey	277,02	60 203,77 \$	2 206,33 \$	Note 1	S.Q.I.
<b>SAINT-JÉRÔME</b> 500, boul. des Laurentides	195,70	11 747,78 \$		2021-03-15	Investissements Galeries des Laurentides Ltée
<b>SAINT-HYACINTHE</b> 3225, avenue Cusson	52,74	26 623,52 \$		2023-08-31	Beauward Immobilier inc.
<b>SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU</b> 109, rue Saint-Charles	124,14	43 715,43 \$		Note 1	S.Q.I.
<b>SALABERRY DE VALLEYFIELD</b> 151, rue Salaberry Ouest	93,95	19 857,86 \$		2027-09-30	9183-2436 Québec Inc.

a) Emplacement	b) Superficie louée en m <sup>2</sup>	c) Coût total	d) Coût des aménagements 2023-2024	e) Durée du bail	f) Propriétaire de l'espace loué
<b>SEPT-ÎLES</b> 456, avenue Arnaud	72,22	15 173,84 \$		2025-12-30	9074-9656 Québec inc.
<b>SHAWINIGAN</b> 212, 6 <sup>e</sup> rue de la Pointe	67,08	11 747,78 \$		Note 1	S.Q.I.
<b>SHERBROOKE</b> 200, rue Belvédère Nord	272,78	66 179,74 \$		Note 1	S.Q.I.
<b>THETFORD-MINES</b> 693, rue Saint-Alphonse Nord	5,20	878,24 \$	837,38 \$	Note 1	S.Q.I.
<b>TROIS-RIVIÈRES</b> 100, rue Laviolette	293,84	56 182,83 \$		Note 1	S.Q.I.
<b>VAL D'OR</b> 595, 6 <sup>e</sup> Avenue	21,67	4 858,15 \$		2024-01-07	Monsieur André Soucy
<b>Total versé à la SQI</b>		<b>2 884 566,30 \$</b>	<b>26 830,96 \$</b>		

Note 1 : Aucune durée de bail pour les immeubles en propriété de la Société québécoise des infrastructures (S.Q.I.)

- g) Aucune résiliation de bail en cours d'année.
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- i) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- j) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- k) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>

16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir:
- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
  - b) La valeur estimée de ceux-ci;
  - c) Les coûts d'entretien annuel;
  - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
- 

**Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

**Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:**

Le Tribunal administratif du logement n'a aucun actif immobilier excédentaire pour l'année 2023-2024.

17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 

Aucun déménagement, aménagement, rénovation ou autres travaux n'ont été effectués dans les espaces occupés par la haute direction du Tribunal administratif du logement en 2023-2024.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) la masse salariale totale par cabinet;
  - e) Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - f) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2023-2024;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
- 

Sans objet

19. Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

---

Sans objet

20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
  - g) les prévisions pour 2024-2025.
- 

Au 28 février 2024, il n'y a aucun membre du personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique hors structure.

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
  - b) le salaire;
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
  - d) la date de la mise en disponibilité;
  - e) les prévisions pour 2024-2025.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
  - b) par catégorie d'âge;
  - c) prévisions pour 2024-2025.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant:
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale;
  - e) l'assignation actuelle;
  - f) la date de l'assignation hors structure;
  - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- 

Au 28 février 2024, aucun employé n'était affecté à un autre organisme public, parapublic, parapublic non gouvernemental ou autres.

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Sans objet

24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

a) b) c)

<b>Fournisseur</b>	<b>Abonnement</b>	<b>Coût</b>
Thomson Reuters	Accès à l'information : loi annotée (selon MAJ)	632 \$
	Code civil du Québec et Code de procédure civile du Québec (volumes reliés en format poche, 74 exemplaires)	5 084 \$
	La Référence – Juridique et ressources humaines (accès électronique)	10 582 \$
	Droit de la personne et les relations de travail (selon MAJ+ accès électronique)	320 \$
Wilson & Lafleur	Lois et règlements sur le logement locatif (MAJ + recueils)	8 234 \$
Wolters Kluwer Québec Ltée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels (selon MAJ)	7 328 \$
LexisNexis	JurisClasseur Québec – Collection de 23 volumes (selon MAJ)	5 280 \$
SOQUIJ	Banque AZIMUT (électronique - Inclus Express logement)	2 211 \$
	Aide à la citation	1 980 \$
Publication Mass-Média Inc.	Le Courrier parlementaire (électronique)	2 350 \$
I.C.I. Influence communication Inc.	Revue de presse écrite et électronique	36 721 \$
PressReader	Journal de Montréal	40 \$
Le Devoir Inc.	Journal Le Devoir	154 \$
PressReader	Journal The Gazette	100 \$
Shutterstock Canada	Accès à des banques d'images et de musiques	381 \$
Cision Canada inc.	Veille des médias sociaux	3 360 \$

Note : compilation faite du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 29 février 2024

d) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

---

Le Tribunal administratif du logement n'a déboursé aucune somme en 2023-2024 pour l'achat de billet(s) de saison, de billets de spectacles ou d'événement sportifs et culturels, de billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre.

26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) nombre de visiteurs uniques mensuellement;
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

- 
- a) [www.tal.gouv.qc.ca](http://www.tal.gouv.qc.ca)
  - b) O2Web Solution
  - c) Aucun coût de construction en 2023-2024.
  - d) Hébergement : 22 688,20 \$  
Entretien et mise à jour : 5 598 \$
  - e) Aucun coût en 2023-2024.
  - f) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
  - g) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
  - h) Réservation de noms de domaines : 372,60 \$
  - i) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
  - j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

27. Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant:
- a) les régions et les villes visitées;
  - b) les personnes et organismes rencontrés;
  - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
  - d) les raisons du déplacement;
  - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - f) les coûts ventilés;
  - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- 

Sans objet

28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
- f) l'objet;
- g) les dates.

---

Sans objet

29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.

---

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
- 

Sans objet

34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

---

Sans objet

35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

---

En 2023-2024, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

---

Aucune prime de départ n'a été versée à un employé assujetti à la *Loi sur la fonction publique* (cadre, professionnel et fonctionnaire).

Seuls les membres du Tribunal provenant du secteur privé ont droit à une allocation de transition lors de leur départ. Pour l'année 2023-2024, un montant de 339 900 \$ a été versé pour les allocations de transition.

37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):
- a) la dépense totale (opération et capital) ;
  - b) les grands dossiers en cours ;
  - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
  - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
  - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

- 
- a) la dépense totale (opération et capital) :

<b>CATÉGORIE DE COÛTS</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Rémunération du personnel de l'OP	975 910 \$
Rémunération du personnel d'un autre OP en PS	0 \$
Ressources externes	0 \$
Impartition auprès d'un autre OP	195 612 \$
Impartition externe	403 799 \$
Acquisition	874 430 \$
Location	0 \$
Autres frais	0 \$
Réserve	0 \$
<b>TOTAL</b>	<b>2 449 751 \$</b>

<sup>1</sup>Dépenses extraites au 29 février

- b) les grands dossiers en cours :

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/accueil/> ).

- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques :

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
- 

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

---

<b>Ordre professionnel</b>	<b>Membres</b>	<b>Montant des cotisations</b>
Barreau du Québec	63	105 558,05 \$
Chambres des Notaires	4	7 819,03 \$
<b>TOTAL</b>	<b>67</b>	<b>113 377,08 \$</b>

43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer:

- a) La date ;
  - b) La nature ;
  - c) Les questions posées ;
  - d) Les réponses ;
  - e) La firme retenue ;
  - f) Les coûts.
- 

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- e) Sans objet
- f) Sans objet

44. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

---

Le Tribunal administratif du logement n'a déboursé aucune somme en 2023-2024 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre ses activités.

45. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:
- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024;
  - b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination;
  - c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

---

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

46. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;

---

Aucune dépense en 2023-2024. Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet de l'organisme.

<https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/a-propos/publications-et-documents>

47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

---

En matière de développement durable, le Tribunal administratif du logement intègre les principes d'acquisition écoresponsable pour ses achats. Le coût des achats écoresponsables étant inclus dans les dépenses de fonctionnement, celui-ci s'avère difficile à isoler.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet de l'organisme.

<https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/a-propos/publications-et-documents>

48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :

ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de :

III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

---

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au document « Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes ».

50. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme :
- a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
  - b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
  - c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024;
  - d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
  - e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
- 

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante :

[https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique\\_cadre\\_teletravail.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf).

51. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

---

En 2023-2024, le Tribunal administratif du logement a remboursé aux employés 6 451,48 \$ pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

52. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 :

- a) les sommes dépensées;
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

---

a) Au 28 février 2024, la somme dépensée en lien avec le Programme d'aide aux employés était de 2 472 \$.

b) Au 28 février 2024, la somme dépensée spécifiquement en ressources externes en la matière était de 2 472 \$.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme.

<https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

53. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2023-2024 auprès d'une firme de consultation :
- a) la firme retenue;
  - b) la copie du contrat;
  - c) la date de fin prévue du contrat;
  - d) la valeur prévue du contrat;
  - e) les sommes dépensées à ce jour.
- 

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme. <https://www.ta1.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

54. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
- 

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 21).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>

55. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

---

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).  
<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>

56. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
  - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
  - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
  - d) la liste des concours qui ont pris fin
- 

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

57. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024:

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
  - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
  - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
  - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
- 

- a) Trois employés sont affectés au Service des communications du Tribunal.
- b) 213 988,06 \$ en rémunération, placements publicitaires et communiqués de presse.
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) La réponse est fournie à la demande générale 06.

58. Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
  - b) le type d'incidents;
  - c) les sommes dépensées en gestion des incidents.
- 

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

59. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

- 
- a) Quatre stagiaires ont été reçus au cours de l'année 2023-2024.
  - b) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
  - c) La rémunération versée aux stagiaires pour l'année 2023-2024 totalise 41 168,92 \$.

60. Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

---

Sans objet

61. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
- 

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme. <https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

62. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.
- 

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme. <https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

63. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

64. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42<sup>e</sup> législature.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

65. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
- 

Sans objet

66. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
- 

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme. <https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

67. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

---

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

68. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

---

**Pour les meubles qui sont propriété du Tribunal administratif du logement:**

La valeur des actifs meubles possédés au 29 février 2024 est de 69 726 \$.

**Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:**

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

**Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:**

Le Tribunal administratif du logement ne possède aucun immeuble au 29 février 2024.

69. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

70. Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
- 

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante:  
<https://soquij.qc.ca/a/fr>.

71. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) les motifs de la demande;
- 

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>

72. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

---

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 du Tribunal administratif du logement.

73. Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés.
- 

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

74. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
- 

Comité de renouvellement de mandat de juges administratifs :

<b>Nom et Prénom</b>	<b>Honoraires versés</b>
Isabelle Demers	859,02 \$
Marc Lacoursière	1200,00 \$
Marie-Claude Desjardins	1200,00 \$
France Lynch	1500,00\$
Finn Makela	1000,00\$



# ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
REQUIS PAR LE PREMIER GROUPE D'OPPOSITION

**Avril 2024**

# **Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation**

**Volet — Habitation**

## **Étude des crédits 2024-2025**

**Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

**MARS 2024**

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2023-2024, indiquer :
  - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
  - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
  - c) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
  
2. Sommes dépensées en 2023-2024, et incluant les prévisions pour 2024-2025, par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
  
3. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2023-2024, en indiquant pour chacun :
  - a) son mandat ;
  - b) la liste des membres ;
  - c) le budget dépensé ;
  - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
  - e) les résultats atteints.
  
4. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation en habitation, fournir pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 :
  - a) le nom de toutes les campagnes ;
  - b) les coûts de ces campagnes ;
  - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
  - d) les dates de diffusion de la campagne ;
  - e) les objectifs visés par chaque campagne.
  
5. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024:
  - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
  - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
  - c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

6. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024:
  - a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;
  - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;
  - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;
  - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;
  - e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
  
7. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2023-2024, l'âge de ces créances, ventilées par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2024-2025.

8. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2023-2024. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés, le montant reçu;

- a) SBL Public — régulier ;
- b) SBL Public — Inuit ;
- c) SBL Public — Inuit (Plan Nord — 300 logements) ;
- d) SBL Privé — Autochtones (urbains et ruraux) ;
- e) SBL Privé — régulier et spécial ;
- f) Programme d'aide aux organismes communautaires ;
- g) Programme de supplément au loyer (PSL) ;
- h) Programme de supplément au loyer Québec (PSLQ) ;
- i) Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités ;
- j) Programme Allocation logement ;
- k) Achat Rénovation ;
- l) Programme AccèsLogis Québec ;
- m) Logement abordable Québec ;
- n) Programme d'hébergement temporaire et d'aide à la recherche de logement (PHTARL) ;
- o) Programme d'adaptation de domicile (PAD) ;
- p) Logements adaptés pour aînés autonomes ;
- q) Programme de rénovation « RénoRégion » ;
- r) Programme de rénovation « Rénovation Québec » ;
- s) Programme d'amélioration des maisons d'hébergement ;
- t) Revitalisation des vieux quartiers ;
- u) Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite ;
- v) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord ;
- w) Accession à la propriété et rénovation Kativik — Anciennes unités ;
- x) Programme spécial de rénovation — Kitcisakik ;
- y) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec ;
- z) Programme d'appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation (PADIQH)
- aa) Programme d'intervention résidentielle — Mérule
- bb) Programme petits établissements accessibles
- cc) Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs
- dd) Programme de garantie de prêt pour les sinistrés de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
- ee) Programme (HLM)
- ff) Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM)
- gg) Soutien financier pour les ménages en attente de leur résidence
- hh) Programme d'habitation abordable Québec – 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> phases du programme (PHAQ)
- ii) Programme autorisant le financement du déficit d'exploitation de certains ensembles immobiliers du parc d'habitations à loyer modique
- jj) Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)
- kk) Programme d'aide financière visant la préservation du parc immobilier communautaire
- ll) Programme visant à stimuler le développement et la concertation d'initiatives publiques et privées en matière d'habitation
- mm) Programme de financement en habitation (PFH)

### **Tribunal administratif du logement**

- 9. Nombre de régisseurs à l'emploi en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
- 10. Nombre de causes entendues par régisseur pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
- 11. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause pour 2023-2024.
- 12. Fournir les statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, en indiquant pour 2023-2024:
  - a) la nature des recours intentés, triés par type de recours ;
  - b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête ;
  - c) le nombre de décisions rendues ;
  - d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition ;

- e) les délais entre l'audition et la signification de la décision ;
- f) le nombre de décisions contestées ;
- g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées ;
- h) le nombre de forclos.

13. Fournir le bilan de l'application de la loi n° 162 : *Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau* sanctionnée le 31 mai 2018.

#### **Société d'habitation du Québec (SHQ)**

14. Pour 2023-2024, fournir le nombre de demandeurs des programmes de la Société d'habitation du Québec qui ont subi une diminution de leur prestation parce qu'ils recevaient également une pension alimentaire.

15. Dans le cadre du programme habitation abordable Québec, indiquer :

- a) le montant global, ventilé par projet, des subventions versées en 2023-2024 et fournir les prévisions pour 2024-2025 ;
- b) le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements réalisés en vertu de ce programme pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
- c) Ventiler par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention ;
- d) Le nombre de logements abordables prévus en 2024-2025 et 2025-2026 ;

16. Dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, indiquer :

- a) le montant global, ventilé par projet, des subventions versées en 2023-2024 et fournir les prévisions pour 2024-2025 ;
- b) le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements réalisés en vertu de ce programme pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
- c) le nombre total, ventilé par année, de logements destinés aux personnes en situation d'itinérance réalisés en vertu de ce programme pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
- d) Ventiler par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention ;
- e) le nombre de logements abordables construits en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
- f) Le nombre de logements sociaux et abordables dont la construction a débuté en 2021, et qui est toujours en cours ;
- g) Le nombre de logements abordables prévus en 2024-2025 ;
- h) le nombre de personnes âgées en légère perte d'autonomie à faible revenu ayant bénéficié du programme AccèsLogis Québec — Volet II, destiné aux personnes âgées, et le bilan du nombre de logements adaptés (Volet III) accordés annuellement en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
- i) le nombre de familles, personnes seules et aînés autonomes ayant bénéficié du programme AccèsLogis Québec (volet — Programme supplément au loyer) en 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
- j) le nombre de personnes ayant des besoins particuliers, permanents ou temporaires en matière de logement ayant bénéficié du programme AccèsLogis (volet — Programme supplément au loyer) en 2023-2024, ainsi que les prévisions en 2024-2025 ;

17. Dans le cadre du programme Allocation logement en faveur des personnes âgées et des familles, indiquer :

- a) la ventilation détaillée des budgets pour 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 ;
- b) pour ces années, le nombre de personnes âgées, de personnes seules et de familles à faible revenu qui ont bénéficié de l'allocation logement, et le nombre de même que la répartition par région des personnes âgées, des personnes seules et des familles à faible revenu bénéficiant de l'allocation logement.

18. Dans le cadre du programme Allocation au logement, veuillez fournir le nombre de ;
  - a) Personnes seules (âgées de 50 ans et plus) qui ont reçu l'allocation ;
  - b) Ménages (âgés de 50 ans et plus) qui ont reçu l'allocation ;
  - c) Ménages à faible revenu comptant au moins un enfant ayant reçu l'allocation ;
  - d) Personnes à qui l'allocation a été refusée ;
  - e) Ménages (âgés de 50 ans et plus) à qui l'allocation a été refusée.
  
19. État de situation dressé par la SHQ concernant les coopératives d'habitation pour lesquelles les ententes avec le gouvernement fédéral sont arrivées ou arriveront à échéance, et portrait de la situation pour les années à venir. Tableau présentant l'impact financier de la fin des conventions pour ces coopératives.
  
20. Nombre de projets et nombre d'unités de logement en attente de financement ou d'une autorisation par la SHQ pour 2023-2024.
  
21. État de situation sur les transferts de responsabilité vers les villes et les MRC de programmes administrés par la SHQ pour 2023-2024.
  
22. Ventilation, par programme et par ville, des sommes allouées aux villes pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
  
23. État de situation au sujet de l'itinérance au Québec et sommes versées par la SHQ pour ce dossier pour 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
  
24. Fournir le nombre d'unités neuves de logement qui ont été construites, et ventiler ce nombre d'unités construit par région administrative et par circonscription électorale, en 2023-2024.
  
25. Liste de tous les programmes d'aide financière sous la responsabilité de la SHQ et des offices municipaux d'habitation pour 2023-2024, en indiquant pour chacun d'eux les sommes dévolues et leur ventilation détaillée, les sommes effectivement engagées et le solde disponible, s'il y a lieu. Indiquer également le nombre total de ménages aidés.
  
26. Ventilation, par municipalité, des délais de prise en charge des demandes du PAD pour 2023-2024:
  - a) Date de réception de la demande par la SHQ ;
  - b) Date du traitement par la SHQ ;
  - c) Date de la transmission à la municipalité ;
  - d) Nombre de demandes reçues pour l'année mentionnée ci-dessus ;
  - e) Nombre de demandes en attente d'approbation ;
  - f) Nombre de demandes qui ont été refusées, incluant la raison ;
  - g) Délai entre la demande à la SHQ et la fin des travaux.
  
27. Liste de tous les centres de services mis en place par la SHQ : fonction, financement, budget, objectifs, nombre de personnes employées dans chacun de ces centres, projets réalisés, en cours de réalisation ou prévus.
  
28. État de situation et ventilation, par municipalité, des listes d'attente pour les HLM, pourcentage des HLM destinés uniquement aux personnes âgées pour 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
  
29. État de situation et ventilation, des sommes dépensées, par municipalité du nombre de HLM vétustes qui ont été rénovés en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025, incluant les dates d'échéance pour la livraison de ceux-ci ;
  
30. Veuillez nous indiquer les sommes que la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a versées à la SHQ dans le cadre du financement alloué au RAM régulier des immeubles HLM qui sont toujours sous convention pour les années 2018 à 2023.
  
31. Veuillez nous transmettre le plus récent bilan de santé des immeubles (BSI) du parc immobilier HLM, incluant les cotes de vétusté, par immeuble et par logement, ainsi que tous les montants estimés pour la mise à niveau par office d'habitation, ventilée par région administrative du Québec;
  
32. Selon les dernières informations disponibles par la SHQ, veuillez nous indiquer quel est le coût moyen d'exploitation pour un logement HLM au Québec, veuillez ventiler les sommes par immeuble, par type de logement, inclure le poste de dépenses et de revenus;

33. Veuillez nous transmettre un état de situation et incluant la ventilation, par municipalité, par région administrative, des listes d'attente pour les HLM, le pourcentage des HLM destinées aux personnes âgées;
34. Liste coûts engendrés pour la construction d'un logement, ventilée par région et selon les différents programmes de la SHQ en matière de construction de logements sociaux pour 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
35. État d'avancement des négociations afin que le gouvernement fédéral contribue à la construction de logements au Nunavik en sus de ceux compris dans l'entente quinquennale.
36. Pour le programme d'aide financière pour soutenir les propriétaires qui souhaitent rendre leurs petits établissements d'affaires, commerciaux et communautaires accessibles aux personnes handicapées dans le cadre du Programme d'accessibilité des établissements touristiques lancé en 2017. Ventiler par nombre de demandes reçues, nombre de demandes acceptées, ainsi que la ventilation des sommes dépensées par région et par projet pour 2023-2024. Prévisions pour 2024-2025.
37. Pour le Programme d'intervention résidentielle — mэрule pleureuse, ventiler par nombre de demandes reçues, nombre de demandes acceptées, ainsi que la ventilation des sommes dépensées par région et par projet pour 2023-2024. Prévisions pour 2024-2025.
38. Liste de toutes les rencontres (Comités, tables rondes, rencontres) effectuées dans le cadre de la mise sur pied du nouveau programme — Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) en 2023.  
Veuillez fournir :
  - a) les organismes rencontrés
  - b) les dates des rencontres ;
  - c) les ordres du jour pour ces rencontres ;
  - d) les procès-verbaux ;
  - e) la ventilation des dépenses sous la responsabilité du ministère ;
  - f) le bilan des rencontres ;
  - g) Une copie de l'entente de confidentialité pour participer aux rencontres.
39. En mars 2018, dans le cadre du programme AccèsLogis, une entente a été conclue entre la SHQ et la ville de Montréal concernant le transfert de responsabilités et des budgets en matière d'habitation.  
Veuillez fournir pour l'année 2023-2024,
  - a) les sommes totales transférées à la ville de Montréal en habitation ;
  - b) énumérer les projets qui ont été financés par la ville de Montréal ;
  - c) étaler les sommes financées, par projet ;
40. Liste et ventilation, par organisme, des sommes investies et sécurisées dans leur fonds de réserve de maintien et d'entretien des immeubles parallèle au programme AccèsLogis Québec en 2023-2024.
41. Des contributions versées à la SHQ, fournir une liste détaillée et ventilée des contributions envoyées au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et les 25 organismes dans son réseau en 2023-2024 ; prévisions pour 2024-2025.
42. Des contributions versées à la SHQ, fournir une liste détaillée et ventilée des contributions envoyées à la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH) et les 7 organismes dans son réseau en 2023-2024 prévisions pour 2024-2025.
43. Des contributions versées à la SHQ, fournir une liste détaillée et ventilée des contributions envoyées au Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH) et les 8 organismes de son réseau en 2023-2024 ; prévisions pour 2024-2025.
44. Fournir tout mesure, action et budget octroyé (avec ventilation des coûts) pour lutter contre la discrimination en matière d'habitation fondée sur la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale pour 2023-2024.
45. Dans le cadre des « Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026 », pour l'année 2023 spécifiquement, veuillez nous indiquer le nombre d'unités qui ont été ajoutées dans des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale.

46. Dans le cadre des « Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026 », pour l'année 2023 spécifiquement, veuillez nous indiquer le nombre d'unités du programme de supplément au loyer d'urgence (PSL-U) qui ont été attribuées pour les femmes victimes de violence conjugale à faible revenu.
47. Suite à l'annonce en mai 2021 sur la violence conjugale et féminicide (13.2M\$), veuillez nous indiquer le nombre de cellules d'intervention rapide intersectorielle qui ont été réalisées depuis, veuillez également nous indiquer, dans le cadre de cette annonce, le nombre de PSL qui a été livrée.
48. Concernant le programme de soutien au logement financé et administré par la SHQ, Veuillez nous indiquer le nombre d'unités de PSL qui n'ont pas été utilisées en 2023-2024.
49. Depuis la mise en place du programme Petits établissements accessibles (PEA), veuillez nous indiquer la liste des projets ayant obtenu du financement, par année, depuis la mise en place du programme. Veuillez nous fournir l'information suivante :
- Le nom du projet.
  - La région.
  - Le montant octroyé.
  - L'année de la subvention.
50. Veuillez nous indiquer le solde du programme Petits établissement accessibles en date du 31 mars 2024.
51. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.
52. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.
53. Dans le cadre de l'annonce gouvernementale « Violence conjugale et féminicides — 13,2 M\$ pour les cellules d'intervention rapide intersectorielles et les maisons d'hébergement », veuillez nous fournir les informations suivantes :
- a) le nombre d'allocation au programme Supplément au loyer qui ont été réservés pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
  - b) le nombre d'allocation au programme Supplément au loyer qui ont été attribués pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
  - c) le montant de la somme totale du programme Supplément au loyer réservé pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
  - d) l'ensemble des critères permettant l'accès aux sommes réservées pour le programme Supplément au loyer pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
  - e) Ventiler par région, par municipalité, la distribution d'unités consacrées à l'Alliance des maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape ;
  - f) Ventiler par région, par municipalité la distribution d'unités consacrées aux maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape ;

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2023-2024, indiquer :
- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
  - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
  - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

- a) Le Tribunal administratif du logement n'a aucun conseil d'administration.
- b) **Nominations 2023-2024.** Vous trouverez les curriculum vitae des membres nommés à la suite des tableaux.

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération
Dominique, Marie	Membre	2024-01-15	2029-01-14	162 320 \$
Guillemette, Annie	Membre	2023-11-20	2028-11-19	133 331 \$
Hamel, Anjuly	Membre	2024-01-15	2029-01-14	130 732 \$
Landry, Jean-Sébastien	Membre	2024-01-15	2029-01-14	130 732 \$

**Renouvellements 2023-2024.** Vous trouverez les curriculum vitae des membres renouvelés à la suite des tableaux.

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération
Adam, Serge <sup>1</sup>	Membre	2024-01-21	2029-01-20	111,63 \$/heure
Alain, Sophie	Membre	2023-11-25	2028-11-24	169 950 \$
Barbe, Richard	Membre	2023-07-16	2028-07-15	169 950 \$
Champeval, Camille	Membre	2023-07-16	2028-07-15	169 950 \$
Gélinas, Lise	Membre	2024-01-21	2029-01-20	163 514 \$
Gilbert, Daniel	Membre	2023-11-25	2028-11-24	169 950 \$
Lambert, Sylvie	Membre	2023-11-25	2026-04-24	169 950 \$
Leclerc, Micheline <sup>1</sup>	Membre	2024-01-01	2026-12-31	111,63 \$/heure
Morisset, Philippe	Membre	2023-07-16	2028-07-15	169 950 \$
Robins, Ross <sup>1</sup>	Membre	2024-02-20	2025-02-19	111,63 \$/heure

<sup>1</sup> Membre à temps partiel

- c) Frais de déplacement, de voyage et de repas et de représentation.

#### **Nominations 2023-2024**

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Dominique, Marie	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Guillemette, Annie	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Hamel, Anjuly	2 328,77 \$	0 \$	0 \$	2 328,77 \$
Landry, Jean-Sébastien	508,09 \$	235,90 \$	65,41 \$	809,40 \$
<b>Total</b>	<b>2 836,86 \$</b>	<b>235,90 \$</b>	<b>65,41 \$</b>	<b>3 138,17 \$</b>

**Renouvellements 2023-2024**

<b>Nom</b>	<b>Hébergement</b>	<b>Transport</b>	<b>Repas</b>	<b>Représentation</b>	<b>Total</b>
Adam, Serge <sup>1</sup>	3 701,48 \$	4 429,57 \$	1 601,04 \$	0 \$	9 732,09 \$
Alain, Sophie	0 \$	118,44 \$	0 \$	0 \$	118,44 \$
Barbe, Richard	0 \$	1 925,43 \$	567,10 \$	0 \$	2 492,53 \$
Champeval, Camille	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Gélinas, Lise	1 048,50 \$	1 055,48 \$	436,99 \$	0 \$	2 540,97 \$
Gilbert, Daniel	652,05 \$	903,05 \$	544,50 \$	0 \$	2 099,60 \$
Lambert, Sylvie	0 \$	1 292,19 \$	248,48 \$	0 \$	1 540,67 \$
Leclerc, Micheline <sup>1</sup>	246,35 \$	472,71 \$	216,07 \$	0 \$	935,13 \$
Morisset, Philippe	1 146,50 \$	1 315,44 \$	333,54 \$	0 \$	2 795,48 \$
Robins, Ross <sup>1</sup>	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
<b>Total</b>	<b>6 794,88 \$</b>	<b>11 512,31 \$</b>	<b>3 947,72 \$</b>	<b>0 \$</b>	<b>22 254,91 \$</b>

<sup>1</sup> Membre à temps partiel

# **NOMINATIONS 2023-2024**

DOMINIQUE, Marie

---

## Formation

Membre du Barreau du Québec

**Hong Kong University**

2013

Maîtrise en droit (arbitrage et règlement des différends)

**Université du Québec à Montréal**

2008

Baccalauréat en droit

## Expérience professionnelle

**Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse**

Depuis 2019

Conseillère juridique aux enquêtes

2011 - 2019

Avocate plaideuse

2009 - 2010

Enquêtrice

GUILLEMETTE, Annie

---

## Formation

Membre du Barreau du Québec

**Université de Sherbrooke**

2007

Baccalauréat en droit

## Expérience professionnelle

**Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec**

Depuis 2017

Avocate analyste

**Promutuel assurance inc.**

2013 - 2017

Avocate

**Barrette & associés avocats inc.**

2008 - 2013

Stagiaire en droit puis avocate

*Ministère  
du Conseil exécutif*

Québec 

HAMEL, Anjuly

---

## Formation

Membre de la Chambre des notaires du Québec

### **Université de Sherbrooke**

2011 Diplôme en droit notarial

2010 Baccalauréat en droit

## Expérience professionnelle

### **Ministère de la Justice**

Depuis 2013 Attachée judiciaire

### **Lafond Durocher**

2012 - 2013 Notaire

LANDRY, Jean-Sébastien

---

## Formation

Membre du Barreau du Québec

**Université de Montréal**

2012

Baccalauréat en droit

**Université du Québec à Montréal**

2004

Baccalauréat ès arts

## Expérience professionnelle

**Tribunal administratif du logement**

Depuis 2016

Adjoint juridictionnel

2014 - 2016

Greffier spécial

2013 - 2016

Conseiller juridique

# **RENOUVELLEMENTS 2023-2024**

ADAM, Serge

---

## Formation

Membre de la Chambre des notaires du Québec

### Université de Sherbrooke

1976 Diplôme de droit notarial  
1975 Licence en lettres légales

## Expérience professionnelle

### Tribunal administratif du logement

Depuis 2021 Membre à temps partiel  
2020 - 2021 Membre

### Régie du logement

2020 Régisseur  
2018 - 2020 Régisseur et vice-président  
2007 - 2018 Régisseur

### Chambre des notaires du Québec

2006 - 2007 Syndic adjoint  
2002 - 2006 Syndic correspondant  
1976 - 2002 Notaire en pratique privée

## Formation

Membre du Barreau du Québec

### **École nationale d'administration publique**

2010 - 2011

Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel – Chefs d'équipe et chargés de projets

### **APFF – L'Association de planification fiscale et financière du Québec**

2001

Certificat en planification fiscale et financière des particuliers

### **Université Bordeaux I (France)**

1992

Diplôme d'études approfondies en droit de la santé

### **Université de Montréal**

1990

Baccalauréat en droit

## Expérience professionnelle

### **Tribunal administratif du logement**

Depuis 2020

Membre

### **Régie du logement**

2013 - 2020

Régisseuse

### **Ministère de la Famille**

2009 - 2013

Coordonnatrice aux opérations – Direction régionale de l'Ouest et du Nord du Québec

### **Commission de la santé et de la sécurité du travail**

2001 - 2009

Révisseuse experte – Direction de la révision administrative

### **Ministère de la Justice Canada**

2001

Avocate plaidante

### **Ministère du Revenu**

1996 - 2001

Agente de recherche en droit fiscal

### **Garceau et Lacroix, cabinet-conseil**

1996

Avocate en santé et sécurité du travail

### **Édibec inc.**

1994 - 1995

Directrice adjointe des publications

### **Publications spécialisées Carswell Thomson**

1993 - 1994

Assistante à la production

**Leduc LeBel, avocats**

1990 - 1991

Étudiante, stagiaire en droit puis avocate



© Gouvernement du Québec, 2024

BARBE, Richard

---

## Formation

Membre du Barreau du Québec

### Université Laval

2016 - 2018

Scolarité de doctorat en droit

### Université de Montréal

2014

Maîtrise en droit (option droit privé)

1998

Baccalauréat en droit

## Expérience professionnelle

### Tribunal administratif du logement

Depuis 2020

Membre

### Régie du logement

2018 - 2020

Régisseur

### Université de Montréal

2017 - 2018

Chargé de cours – Droit des personnes et de la famille – Faculté de droit

2011 - 2018

Chargé de cours – Habiletés du juriste 2 – Faculté de droit

### Ministère de la Justice

2007 - 2018

Greffier spécial de la Cour supérieure et de la Cour du Québec ainsi que registraire de faillite de la Cour supérieure – Attaché judiciaire – Palais de justice de Laval

2002 - 2007

Greffier spécial et registraire de faillite de la Cour supérieure et greffier de la Cour du Québec – Attaché judiciaire – Palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield

## CHAMPEVAL, Camille

---

### Formation

Membre du Barreau du Québec

#### **Université de Montréal**

1998

Baccalauréat en droit

### Expérience professionnelle

#### **Tribunal administratif du logement**

Depuis 2020

Membre

#### **Régie du logement**

2018 - 2020

Régisseuse

#### **Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James**

2017 - 2018

Cheffe du contentieux – Directeur de la protection de la jeunesse

2015 - 2018

Avocate – Directeur de la protection de la jeunesse

#### **Les Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw**

2007 - 2015

Avocate – Directeur de la protection de la jeunesse

2005 - 2006

Avocate en pratique privée

#### **Barreau du Québec**

2005

Enseignante – Centre de formation professionnelle de Montréal

#### **Landreville et Ferreira**

1999 - 2004

Avocate

#### **Projet Genèse**

1998

Étudiante en droit

## Formation

Membre du Barreau du Québec

**Université d'Ottawa**

1994

Licence en droit

## Expérience professionnelle

**Tribunal administratif du logement**

Depuis 2020

Membre

**Régie du logement**

2019 - 2020

Régisseuse

**Lise Gélinas Avocate s.a.**

2010 - 2019

Avocate

2005 - 2006

Avocate

**Veilleux Géllinas avocats s.a.**

2006 - 2010

Avocate

1999 - 2005

Avocate en pratique privée

**Green Glazer Nadler Danino**

1998 - 1999

Avocate

**Corporation canadienne d'assistance internationale**

1997 - 1998

Conseillère juridique

**McCarthy Tétrault**

1993 - 1994

Adjointe juridique

**Stikeman, Elliot**

1988 - 1993

Adjointe juridique

**Société du Vieux-Port de Montréal inc.**

1985 - 1989

Secrétaire aux relations publiques

GILBERT, Daniel

---

## Formation

Membre du Barreau du Québec

**Université McGill**

1986 - 1988

Scolarité en commerce

**Université Laval**

1985

Baccalauréat en droit

## Expérience professionnelle

**Tribunal administratif du logement**

Depuis 2020

Membre

**Régie du logement**

2013 - 2020

Régisseur

**Daniel Gilbert, avocat**

2011 - 2013

Avocat

2001 - 2003

Avocat

**Bissonnette et Fortin**

2003 - 2010

Avocat

**Gilbert Picard Gauthier, avocats**

1992 - 2001

Avocat

**Rochon, Prévost, Auclair, Fortin et D'Aoust**

1990 - 1992

Avocat

**KPMG**

1988 - 1990

Stagiaire en comptabilité

LAMBERT, Sylvie

---

## Formation

Membre du Barreau du Québec

**Université de Sherbrooke**

1988      Baccalauréat en droit

## Expérience professionnelle

**Tribunal administratif du logement**

Depuis 2020      Membre

**Régie du logement**

2013 - 2020      Régisseuse

**Commission des transports du Québec**

2011 - 2013      Membre

**Barreau du Québec**

1993 - 2011      Avocate au Bureau du syndic

**Grignon, Laporte**

1993      Avocate dans le secteur litige civil

**Desjardins Ducharme**

1989 - 1992      Avocate dans le secteur litige

1989      Stagiaire en droit

# LECLERC, Micheline

---

## Formation

Membre du Barreau du Québec

**Université Laval**

1982

Baccalauréat en droit

## Expérience professionnelle

**Tribunal administratif du logement**

Depuis 2020

Membre

**Régie du logement**

2006 - 2020

Régisseuse

1998 - 2006

Avocate en pratique privée

**Gagné Letarte**

1983 - 1998

Avocate

## MORISSET, Philippe

---

### Formation

Membre du Barreau du Québec

**Université Laval**

2002

Baccalauréat en droit

### Expérience professionnelle

**Tribunal administratif du logement**

Depuis 2020

Membre

**Régie du logement**

2018 - 2020

Régisseur

**Jolicoeur Lacasse avocats**

2012 - 2018

Avocat associé

2003 - 2012

Avocat

ROBINS, Ross

---

## Formation

Membre du Barreau du Québec

**Université de Sherbrooke**

1985

Baccalauréat en droit

**Université Concordia**

1970

Baccalauréat ès arts

**Université McGill**

1968

Diplôme en enseignement

## Expérience professionnelle

**Tribunal administratif du logement**

Depuis 2020

Membre

**Régie du logement**

2012 - 2020

Régisseur

**Kounadis Perreault**

2004 - 2012

Avocat

**Korda & associés**

2000 - 2004

Avocat

1987 - 1993

Avocat

**Bergman Aspler & assoc. \ avocats**

1993 - 2000

Avocat

**La Commission des écoles protestantes du Grand Montréal**

1975 - 1982

Professeur

2. Sommes dépensées en 2023-2024, et incluant les prévisions pour 2024-2025, par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
- 

La réponse à cette question est fournie à la question générale 40.

3. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2023-2024, en indiquant pour chacun :
- a) son mandat ;
  - b) la liste des membres ;
  - c) le budget dépensé ;
  - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
  - e) les résultats atteints.
- 

Le Tribunal administratif du logement, seul ou avec d'autres partenaires que des ministères, n'a fait partie d'aucun comité interministériel en 2023-2024.

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Sans objet
- e) Sans objet

4. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation en habitation, fournir pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 :
- a) le nom de toutes les campagnes ;
  - b) les coûts de ces campagnes ;
  - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
  - d) les dates de diffusion de la campagne ;
  - e) les objectifs visés par chaque campagne.

---

Aucune campagne de publicité ou de sensibilisation n'a été réalisés en 2023-2024.

5. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024 :
- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
  - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
  - c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

---

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Sans objet

6. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

- 
- a) Trois employés sont affectés aux communications en date du 29 février 2024.
  - b) 212 968,26 \$ en rémunération pour l'exercice 2023-2024 en date du 29 février 2024.
  - c) Sans objet
  - d) 213 988,06 \$, I.C.I. Influence communication Inc.
  - e) Sans objet

7. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2023-2024, l'âge de ces créances, ventilées par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2024-2025.

---

Le Tribunal administratif du logement ne détient aucune créance.

8. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2023-2024. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :

- a) SBL Public — régulier ;
- b) SBL Public — Inuit ;
- c) SBL Public — Inuit (Plan Nord — 300 logements) ;
- d) SBL Privé — Autochtones (urbains et ruraux) ;
- e) SBL Privé — régulier et spécial ;
- f) Programme d'aide aux organismes communautaires ;
- g) Programme de supplément au loyer (PSL) ;
- h) Programme de supplément au loyer Québec (PSLQ) ;
- i) Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités ;
- j) Programme Allocation logement ;
- k) Achat Rénovation ;
- l) Programme AccèsLogis Québec ;
- m) Logement abordable Québec ;
- n) Programme d'hébergement temporaire et d'aide à la recherche de logement (PHTARL) ;
- o) Programme d'adaptation de domicile (PAD) ;
- p) Logements adaptés pour aînés autonomes ;
- q) Programme de rénovation « RénoRégion » ;
- r) Programme de rénovation « Rénovation Québec » ;
- s) Programme d'amélioration des maisons d'hébergement ;
- t) Revitalisation des vieux quartiers ;
- u) Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite ;
- v) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord ;
- w) Accession à la propriété et rénovation Kativik — Anciennes unités ;
- x) Programme spécial de rénovation — Kitcisakik ;
- y) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec ;
- z) Programme d'appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation (PADIQH)
- aa) Programme d'intervention résidentielle — Mérule
- bb) Programme petits établissements accessibles
- cc) Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs
- dd) Programme de garantie de prêt pour les sinistrés de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
- ee) Programme (HLM)
- ff) Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM)
- gg) Soutien financier pour les ménages en attente de leur résidence
- hh) Programme d'habitation abordable Québec – 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> phases du programme (PHAQ)
- ii) Programme autorisant le financement du déficit d'exploitation de certains ensembles immobiliers du parc d'habitations à loyer modique
- jj) Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)
- kk) Programme d'aide financière visant la préservation du parc immobilier communautaire
- ll) Programme visant à stimuler le développement et la concertation d'initiatives publiques et privées en matière d'habitation
- mm) Programme de financement en habitation (PFH)

---

Sans objet

9. Nombre de régisseurs à l'emploi en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
- 

Au 28 février 2024, le Tribunal administratif du logement comptait 57 membres qui siégeaient au Tribunal, incluant 6 membres à temps partiel. Deux membres sont par ailleurs assignés à des fonctions administratives, soit l'un au poste de président et l'autre au poste de vice-présidente.

10. Nombre de causes entendues par régisseur pour 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.

---

<b>Volume des audiences tenues</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Fixation	8 563
Révision	169
Non-paiement	36 328
Causes civiles	25 136

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

11. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause pour 2023-2024.

---

<b>Délai pour une première audience</b>	<b>Moyenne 2023-2024<sup>1</sup> (en mois)</b>
Fixation et révision	6,1
Non-paiement	1,7
Causes urgentes	1,9
Causes prioritaires	5,5
Causes générales	6,5

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

12. Fournir les statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, en indiquant pour 2023-2024 :
- a) la nature des recours intentés, triés par type de recours ;
  - b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête ;
  - c) le nombre de décisions rendues ;
  - d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition ;
  - e) les délais entre l'audition et la signification de la décision ;
  - f) le nombre de décisions contestées ;
  - g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées ;
  - h) le nombre de forclos.
-

12. a) la nature des recours intentés, triés par type de recours;

**Volume des demandes introduites et relancées**

<b>FIXATION</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Introduites par les propriétaires	15 274
Introduites par les locataires	414
Causes relancées	173

<b>RÉVISION</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Introduites par les propriétaires	163
Introduites par les locataires	47
Causes relancées	0

<b>NON-PAIEMENT DE LOYER</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Recouvrements-résiliations	19 889
Résiliations pour retards fréquents	17 154
Causes relancées	771

<b>CAUSES CIVILES</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
<b>Causes introduites par les propriétaires</b>	<b>16 347</b>
Demandes liées au déguerpissement	1 394
Résiliations de bail pour autre motif	6 005
Recouvrements de loyer (cas spéciaux)	633
Rétractations d'une décision	458
Reprises du logement	2 824
Dommages-intérêts	871
Expulsions après échéance du bail	657
Ordonnances	514
Autorisations de convertir en copropriété divise	49
Aliénations d'un ensemble immobilier	2
Recours propres aux logements à loyer modique	2
Travaux majeurs (autorisation)	102
Autres recours	2 836
<b>Causes introduites par les locataires</b>	<b>9 594</b>
Résiliations de bail	393
Diminutions de loyer	1554
Dommages punitifs	965
Autres dommages-intérêts	1107
Rétractations d'une décision	2265
Autorisations de déposer le loyer	203
Restitutions d'une somme due	231
Ordonnances	460
Recours entre colocataires	34
Recours propres aux logements à loyer modique	50
Travaux majeurs (opportunité et conditions)	19
Demandes conjointes	0
Autres recours	2313
<b>Causes relancées</b>	<b>440</b>

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

12. b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;

<b>Volume des demandes introduites</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Fixation	15 861
Révision	210
Non-paiement	37 814
Causes civiles	26 381

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

<b>Volume des demandes introduites</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
2 - Saguenay	Fixation	141
	Révision	0
	Non-paiement	597
	Causes civiles	477
4 - Roberval	Fixation	12
	Révision	0
	Non-paiement	134
	Causes civiles	75
6 - Rimouski	Fixation	50
	Révision	0
	Non-paiement	240
	Causes civiles	164
7 - Rivière-du-Loup	Fixation	19
	Révision	0
	Non-paiement	135
	Causes civiles	105
8 - Gaspé	Fixation	10
	Révision	0
	Non-paiement	114
	Causes civiles	89
10 - Sept-Îles	Fixation	25
	Révision	0
	Non-paiement	139
	Causes civiles	74
11 - Baie-Comeau	Fixation	5
	Révision	0
	Non-paiement	114
	Causes civiles	50
12 - Rouyn-Noranda	Fixation	114
	Révision	0
	Non-paiement	252
	Causes civiles	133
13 - Val-d'Or	Fixation	32
	Révision	0
	Non-paiement	252
	Causes civiles	116
14 - Shawinigan	Fixation	65
	Révision	0
	Non-paiement	455
	Causes civiles	281
15 - Trois-Rivières	Fixation	144
	Révision	0
	Non-paiement	824
	Causes civiles	454
16 - Drummondville	Fixation	97
	Révision	0
	Non-paiement	692
	Causes civiles	435

Volume des demandes introduites		2023-2024 <sup>1</sup>
18 - Québec	Fixation	1132
	Révision	8
	Non-paiement	4269
	Causes civiles	2191
22 - Gatineau	Fixation	293
	Révision	5
	Non-paiement	2496
	Causes civiles	1260
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation	91
	Révision	2
	Non-paiement	377
	Causes civiles	332
24 - Granby	Fixation	141
	Révision	0
	Non-paiement	735
	Causes civiles	478
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation	217
	Révision	0
	Non-paiement	704
	Causes civiles	367
26 - Sherbrooke	Fixation	255
	Révision	6
	Non-paiement	1180
	Causes civiles	680
27 - Valleyfield	Fixation	186
	Révision	3
	Non-paiement	999
	Causes civiles	641
28 - Saint-Jérôme	Fixation	304
	Révision	5
	Non-paiement	1654
	Causes civiles	1246
29 - Joliette	Fixation	71
	Révision	0
	Non-paiement	883
	Causes civiles	564
31 - Montréal	Fixation	10605
	Révision	158
	Non-paiement	15421
	Causes civiles	12184
36 - Laval	Fixation	804
	Révision	17
	Non-paiement	2250
	Causes civiles	1533
37 - Longueuil	Fixation	1048
	Révision	6
	Non-paiement	2898
	Causes civiles	2452

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

12. c) le nombre de décisions rendues;

<b>Volume des décisions rendues</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Fixation		5 144
Révision		126
Non-paiement		21 967
Causes civiles		14 046

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

<b>Volume des décisions rendues</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
2 - Saguenay	Fixation	32
	Révision	0
	Non-paiement	452
	Causes civiles	313
	<b>Total</b>	<b>797</b>
4 - Roberval	Fixation	1
	Révision	0
	Non-paiement	94
	Causes civiles	55
	<b>Total</b>	<b>150</b>
6 - Rimouski	Fixation	16
	Révision	0
	Non-paiement	142
	Causes civiles	88
	<b>Total</b>	<b>246</b>
7 - Rivière-du-Loup	Fixation	3
	Révision	1
	Non-paiement	69
	Causes civiles	42
	<b>Total</b>	<b>115</b>
8 - Gaspé	Fixation	1
	Révision	0
	Non-paiement	62
	Causes civiles	66
	<b>Total</b>	<b>129</b>
10 – Sept-Îles	Fixation	1
	Révision	0
	Non-paiement	129
	Causes civiles	44
	<b>Total</b>	<b>174</b>
11 - Baie-Comeau	Fixation	1
	Révision	0
	Non-paiement	72
	Causes civiles	21
	<b>Total</b>	<b>94</b>
12 - Rouyn-Noranda	Fixation	1
	Révision	3
	Non-paiement	163
	Causes civiles	90
	<b>Total</b>	<b>257</b>
13 - Val-d'Or	Fixation	9
	Révision	0
	Non-paiement	160
	Causes civiles	67
	<b>Total</b>	<b>236</b>
14 - Shawinigan	Fixation	10
	Révision	0
	Non-paiement	261
	Causes civiles	127
	<b>Total</b>	<b>398</b>

Volume des décisions rendues		2023-2024 <sup>1</sup>
15 - Trois-Rivières	Fixation	47
	Révision	0
	Non-paiement	516
	Causes civiles	218
	<b>Total</b>	<b>781</b>
16 - Drummondville	Fixation	11
	Révision	2
	Non-paiement	451
	Causes civiles	293
	<b>Total</b>	<b>757</b>
18 - Québec	Fixation	345
	Révision	3
	Non-paiement	2 323
	Causes civiles	1 281
	<b>Total</b>	<b>3 952</b>
22 - Gatineau	Fixation	63
	Révision	3
	Non-paiement	1 560
	Causes civiles	838
	<b>Total</b>	<b>2 464</b>
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation	44
	Révision	1
	Non-paiement	253
	Causes civiles	192
	<b>Total</b>	<b>490</b>
24 - Granby	Fixation	42
	Révision	0
	Non-paiement	367
	Causes civiles	209
	<b>Total</b>	<b>618</b>
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation	101
	Révision	1
	Non-paiement	446
	Causes civiles	189
	<b>Total</b>	<b>737</b>
26 - Sherbrooke	Fixation	94
	Révision	0
	Non-paiement	752
	Causes civiles	401
	<b>Total</b>	<b>1 247</b>
27 - Valleyfield	Fixation	72
	Révision	0
	Non-paiement	608
	Causes civiles	334
	<b>Total</b>	<b>1 014</b>
28 - Saint-Jérôme	Fixation	146
	Révision	4
	Non-paiement	973
	Causes civiles	691
	<b>Total</b>	<b>1 814</b>
29 - Joliette	Fixation	52
	Révision	0
	Non-paiement	561
	Causes civiles	312
	<b>Total</b>	<b>925</b>
31 - Montréal	Fixation	3 262
	Révision	90
	Non-paiement	8 657
	Causes civiles	6 405
	<b>Total</b>	<b>18 414</b>

<b>Volume des décisions rendues</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
36 - Laval	Fixation	391
	Révision	7
	Non-paiement	1 276
	Causes civiles	722
	<b>Total</b>	<b>2 396</b>
37 - Longueuil	Fixation	399
	Révision	11
	Non-paiement	1 620
	Causes civiles	1 048
	<b>Total</b>	<b>3 078</b>

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

12. d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;

**Tribunal administratif du logement**

<b>Délai pour une première audience (en mois)</b>	<b>Moyenne 2023-2024<sup>1</sup></b>
Fixation et révision	6,1
Non-paiement	1,7
Causes urgentes	1,9
Causes prioritaires	5,5
Causes générales	6,5
<b>Toutes causes confondues</b>	<b>2,8</b>

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

<b>Délai pour une première audience (en mois)</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>	
<b>Fixation et Révision</b>	2 - Saguenay	6,2
	4 - Roberval	16,5
	6 - Rimouski	6,8
	7 - Rivière-du-Loup	7,0
	8 - Gaspé	0,0
	10 - Sept-Îles	6,9
	11 - Baie-Comeau	10,7
	12 - Rouyn-Noranda	4,1
	13 - Val-d'Or	6,7
	14 - Shawinigan	12,8
	15 - Trois-Rivières	7,9
	16 - Drummondville	8,3
	18 - Québec	6,6
	22 - Gatineau	5,8
	23 - Saint-Hyacinthe	5,9
	24 - Granby	4,6
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	10,0
	26 - Sherbrooke	6,7
	27 - Valleyfield	4,8
	28 - Saint-Jérôme	6,3
29 - Joliette	5,0	
31 - Montréal	6,0	
36 - Laval	5,9	
37 - Longueuil	6,4	
	<b>Moyenne: TAL</b>	<b>6,1</b>
<b>Non-paiement</b>	2 - Saguenay	1,9
	4 - Roberval	2,3
	6 - Rimouski	1,7
	7 - Rivière-du-Loup	1,8
	8 - Gaspé	1,9
	10 - Sept-Îles	2,0
	11 - Baie-Comeau	1,9
	12 - Rouyn-Noranda	1,8
	13 - Val-d'Or	1,8
	14 - Shawinigan	1,7
	15 - Trois-Rivières	1,6
	16 - Drummondville	1,5
	18 - Québec	1,8
	22 - Gatineau	1,6
	23 - Saint-Hyacinthe	1,8
	24 - Granby	2,1
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	1,8	
26 - Sherbrooke	1,6	
27 - Valleyfield	1,6	
<b>Non-paiement</b>	28 - Saint-Jérôme	1,8
	29 - Joliette	2,2

<b>Délai pour une première audience (en mois)</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
	31 - Montréal	1,6
	36 - Laval	1,8
	37 - Longueuil	1,9
	<b>Moyenne: TAL</b>	<b>1,7</b>
<b>Causes urgentes</b>	2 - Saguenay	2,5
	4 - Roberval	2,6
	6 - Rimouski	1,7
	7 - Rivière-du-Loup	2,3
	8 - Gaspé	2,6
	10 - Sept-Îles	3,3
	11 - Baie-Comeau	2,3
	12 - Rouyn-Noranda	2,1
	13 - Val-d'Or	2,5
	14 - Shawinigan	2,1
	15 - Trois-Rivières	1,9
	16 - Drummondville	1,5
	18 - Québec	1,8
	22 - Gatineau	2,2
	23 - Saint-Hyacinthe	1,8
	24 - Granby	2,3
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	2,1
	26 - Sherbrooke	1,5
	27 - Valleyfield	1,8
	28 - Saint-Jérôme	1,8
	29 - Joliette	2,1
	31 - Montréal	1,8
	36 - Laval	1,7
37 - Longueuil	2,1	
	<b>Moyenne: TAL</b>	<b>1,9</b>
<b>Causes prioritaires</b>	2 - Saguenay	6,0
	4 - Roberval	4,1
	6 - Rimouski	5,1
	7 - Rivière-du-Loup	6,0
	8 - Gaspé	6,9
	10 - Sept-Îles	7,2
	11 - Baie-Comeau	5,0
	12 - Rouyn-Noranda	8,3
	13 - Val-d'Or	4,9
	14 - Shawinigan	12,8
	15 - Trois-Rivières	7,8
	16 - Drummondville	6,0
	18 - Québec	3,4
	22 - Gatineau	9,0
	23 - Saint-Hyacinthe	4,0
	24 - Granby	8,0
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	4,6
	26 - Sherbrooke	6,8
	27 - Valleyfield	5,4
	28 - Saint-Jérôme	6,9
	29 - Joliette	4,6
	31 - Montréal	4,5
	36 - Laval	5,1
37 - Longueuil	8,7	
	<b>Moyenne: TAL</b>	<b>5,5</b>
<b>Causes générales</b>	2 - Saguenay	6,8
	4 - Roberval	4,1
	6 - Rimouski	5,3
	7 - Rivière-du-Loup	5,6
	8 - Gaspé	5,8
<b>Causes générales</b>	10 - Sept-Îles	8,3
	11 - Baie-Comeau	6,6

<b>Délai pour une première audience (en mois)</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
	12 - Rouyn-Noranda	7,3
	13 - Val-d'Or	5,5
	14 - Shawinigan	12,5
	15 - Trois-Rivières	8,7
	16 - Drummondville	5,4
	18 - Québec	5,0
	22 - Gatineau	8,8
	23 - Saint-Hyacinthe	4,5
	24 - Granby	5,6
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	5,2
	26 - Sherbrooke	5,1
	27 - Valleyfield	7,1
	28 - Saint-Jérôme	8,5
	29 - Joliette	5,0
	31 - Montréal	5,9
	36 - Laval	6,9
	37 - Longueuil	9,9
	<b>Moyenne: TAL</b>	<b>6,5</b>

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

12. e) les délais entre l'audition et la signification de la décision;

**Tribunal administratif du logement**

<b>Délai pour rendre une décision (en jours civils)</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Fixation et révision	53
Non-paiement	19
Causes civiles	29

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

<b>Délai pour rendre une décision (en jours civils)</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
<b>Fixation et Révision</b>	2 - Saguenay	52
	4 - Roberval	13
	6 - Rimouski	49
	7 - Rivière-du-Loup	45
	8 - Gaspé	16
	10 - Sept-Îles	37
	11 - Baie-Comeau	1
	12 - Rouyn-Noranda	43
	13 - Val-d'Or	66
	14 - Shawinigan	79
	15 - Trois-Rivières	50
	16 - Drummondville	43
	18 - Québec	65
	22 - Gatineau	47
	23 - Saint-Hyacinthe	51
	24 - Granby	48
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	59
	26 - Sherbrooke	42
	27 - Valleyfield	58
	28 - Saint-Jérôme	62
29 - Joliette	77	
31 - Montréal	50	
36 - Laval	64	
37 - Longueuil	51	
	<b>Moyenne: TAL</b>	<b>53</b>
<b>Non-paiement</b>	2 - Saguenay	20
	4 - Roberval	23
	6 - Rimouski	16
	7 - Rivière-du-Loup	14
	8 - Gaspé	16
	10 - Sept-Îles	20
	11 - Baie-Comeau	19
	12 - Rouyn-Noranda	26
	13 - Val-d'Or	18
	14 - Shawinigan	21
	15 - Trois-Rivières	18
	16 - Drummondville	16
	18 - Québec	14
	22 - Gatineau	19
	23 - Saint-Hyacinthe	21
	24 - Granby	13
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	14
26 - Sherbrooke	10	
27 - Valleyfield	19	
28 - Saint-Jérôme	17	
29 - Joliette	19	

<b>Délai pour rendre une décision (en jours civils)</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
<b>Non-paiement</b>	31 - Montréal	23
	36 - Laval	16
	37 - Longueuil	11
	<b>Moyenne: TAL</b>	<b>19</b>
<b>Causes civiles</b>	2 - Saguenay	23
	4 - Roberval	24
	6 - Rimouski	16
	7 - Rivière-du-Loup	29
	8 - Gaspé	20
	10 - Sept-Îles	22
	11 - Baie-Comeau	24
	12 - Rouyn-Noranda	37
	13 - Val-d'Or	25
	14 - Shawinigan	30
	15 - Trois-Rivières	40
	16 - Drummondville	25
	18 - Québec	23
	22 - Gatineau	30
	23 - Saint-Hyacinthe	27
	24 - Granby	21
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	26
	26 - Sherbrooke	13
	27 - Valleyfield	30
	28 - Saint-Jérôme	32
	29 - Joliette	35
31 - Montréal	34	
36 - Laval	24	
37 - Longueuil	15	
<b>Moyenne: TAL</b>	<b>29</b>	

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

12. f) le nombre de décisions contestées;

**Tribunal administratif du logement**

<b>Demandes de contestation d'une décision</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Révision d'une décision en fixation	210
Rétractation d'une décision - Propriétaires	458
Rétractation d'une décision - Locataires	2 265

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

<b>Demandes de contestation d'une décision</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
<b>Révision d'une décision en fixation</b>	2 - Saguenay	0
	4 - Roberval	0
	6 - Rimouski	0
	7 - Rivière-du-Loup	0
	8 - Gaspé	0
	10 - Sept-Îles	0
	11 - Baie-Comeau	0
	12 - Rouyn-Noranda	0
	13 - Val-d'Or	0
	14 - Shawinigan	0
	15 - Trois-Rivières	0
	16 - Drummondville	0
	18 - Québec	8
	22 - Gatineau	5
	23 - Saint-Hyacinthe	2
	24 - Granby	0
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	0
	26 - Sherbrooke	6
	27 - Valleyfield	3
	28 - Saint-Jérôme	5
29 - Joliette	0	
31 - Montréal	158	
36 - Laval	17	
37 - Longueuil	6	
<b>Total: TAL</b>	<b>210</b>	
<b>Rétractation d'une décision Propriétaires</b>	2 - Saguenay	4
	4 - Roberval	0
	6 - Rimouski	0
	7 - Rivière-du-Loup	2
	8 - Gaspé	1
	10 - Sept-Îles	0
	11 - Baie-Comeau	1
	12 - Rouyn-Noranda	3
	13 - Val-d'Or	0
	14 - Shawinigan	7
	15 - Trois-Rivières	5
	16 - Drummondville	6
	18 - Québec	29
	22 - Gatineau	17
	23 - Saint-Hyacinthe	8
	24 - Granby	3
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	6
	26 - Sherbrooke	12
	27 - Valleyfield	7
	28 - Saint-Jérôme	20
29 - Joliette	9	
31 - Montréal	254	
36 - Laval	28	
37 - Longueuil	36	
<b>Total: TAL</b>	<b>458</b>	

Demandes de contestation d'une décision		2023-2024 <sup>1</sup>
<b>Rétractation d'une décision Locataires</b>	2 - Saguenay	50
	4 - Roberval	6
	6 - Rimouski	8
	7 - Rivière-du-Loup	1
	8 - Gaspé	3
	10 - Sept-Îles	8
	11 - Baie-Comeau	3
	12 - Rouyn-Noranda	17
	13 - Val-d'Or	6
	14 - Shawinigan	20
	15 - Trois-Rivières	34
	16 - Drummondville	34
	18 - Québec	151
	22 - Gatineau	138
	23 - Saint-Hyacinthe	18
	24 - Granby	30
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	32
	26 - Sherbrooke	33
	27 - Valleyfield	34
	28 - Saint-Jérôme	96
	29 - Joliette	62
31 - Montréal	1 143	
36 - Laval	145	
37 - Longueuil	193	
<b>Total: TAL</b>	<b>2 265</b>	

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

12. g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;

---

Les conclusions d'une décision ne se prêtent pas à la saisie informatique.

Quant aux décisions qui auraient pu être contestées à la Cour du Québec, il n'est pas possible d'obtenir des statistiques précises puisque ni les parties, ni la Cour du Québec n'ont l'obligation de transmettre au Tribunal administratif du logement une copie de la requête. Toutefois, selon les données enregistrées au Tribunal administratif du logement, le nombre de décisions contestées s'avère peu significatif compte tenu du volume de décisions rendues.

12. h) le nombre de forclos.

<b>Limitations procédurales ordonnées par le Tribunal</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
2 - Saguenay	5
4 - Roberval	0
6 - Rimouski	2
7 - Rivière-du-Loup	0
8 - Gaspé	2
10 - Sept-Îles	1
11 - Baie-Comeau	0
12 - Rouyn-Noranda	5
13 - Val-d'Or	0
14 - Shawinigan	3
15 - Trois-Rivières	9
16 - Drummondville	12
18 - Québec	31
22 - Gatineau	30
23 - Saint-Hyacinthe	6
24 - Granby	10
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	7
26 -Sherbrooke	14
27- Valleyfield	8
28 - Saint-Jérôme	24
29 - Joliette	7
31 - Montréal	207
36 - Laval	48
37 - Longueuil	31
<b>Total : Tribunal administratif du logement</b>	<b>462</b>

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

13. Fournir le bilan de l'application de la loi n° 162 : *Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau* sanctionnée le 31 mai 2018.

---

Sans objet



# ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Avril 2024

## Budget du gouvernement du Québec 2024-2025

### Étude des crédits

#### QUESTIONS ADRESSÉES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT

par Québec solidaire

- 1) Fournir la liste des différents programmes du Tribunal administratif du logement pour l'année écoulée, ainsi que les dépenses encourues.
- 2) Donner le nombre de juges du Tribunal administratif du logement, ainsi que le nombre de postes vacants, par région.
- 3) Indiquer le délai moyen pour toutes les causes au Québec, puis indiquer les délais moyens selon la catégorie de causes. Ventiler par région.
- 4) Les statistiques pour l'année écoulée au sujet du volume de demandes introduites et relancées devant le Tribunal, ventilées par type de demandes pour l'ensemble du Québec et par région.
- 5) Concernant les évictions pour agrandissement, subdivision ou changement d'affectation : le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée. Ventiler selon qu'il s'agisse d'un agrandissement, d'une subdivision ou d'un changement d'affectation.
- 6) Le nombre de causes impliquant une éviction jugée frauduleuse.
- 7) Le nombre de causes impliquant une cession de bail.
- 8) Le nombre de cause impliquant une utilisation frauduleuse de la Clause G.
- 9) Le nombre de causes ayant mené au versement de dommages et intérêts envers un locataire. Détailler la moyenne des paiements, ainsi que les montants maximums qui ont été versés.
- 10) Concernant les évictions en raison de non-paiement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.
- 11) Concernant les reprises de logement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

- 12) Concernant les demandes en fixation du loyer : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.
- 13) Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à informer les citoyens sur les droits et obligations découlant du bail », en indiquant :
- a) le nom de l'action ;
  - b) le programme ou le projet dont elle est issue ;
  - c) la dépense encourue ;
  - d) le nombre d'employés affectés ;
  - e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.
- 14) Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à favoriser la conciliation des relations entre propriétaires et locataires », en indiquant :
- a) le nom de l'action ;
  - b) le programme ou le projet dont elle est issue ;
  - c) la dépense encourue ;
  - d) le nombre d'employés affectés ;
  - e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.
- 15) Concernant la clause F : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

1. Fournir la liste des différents programmes du Tribunal administratif du logement pour l'année écoulée, ainsi que les dépenses encourus :
- 

Le Tribunal administratif du logement n'administre aucun programme. Toutefois, il fait partie du portefeuille du ministère des Affaires municipales et Habitation au 2<sup>ème</sup> élément du programme 7 (Habitation).

Au 28 février 2024, les dépenses encourues sont de 31 144 811 \$.

2. Donner le nombre de juges du Tribunal administratif du logement, ainsi que le nombre de postes vacants, par région. Donner la somme pour le Québec.
- 

Au 28 février 2024, le nombre de membres du Tribunal par région excluant les membres assignés à des fonctions administratives de président et vice-président :

<b>Région</b>	<b>Nombre de membres</b>
Saguenay-Lac-St-Jean	1
Québec	5
Mauricie	1
Estrie	4
Outaouais	2
Montréal	36
Laval	3
Montréal	5
<b>Total</b>	<b>57</b>

Au 28 février 2024, nous n'avons aucun poste vacant de membre du Tribunal.

3. Indiquer le délai moyen pour toutes les causes au Québec, puis indiquer les délais moyens selon la catégorie de causes. Ventiler par région.

---

La réponse est fournie à la question 12 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

4. Les statistiques pour l'année écoulée au sujet du volume de demandes introduites et relancées devant le Tribunal, ventilées par type de demandes pour l'ensemble du Québec et par région.

---

La réponse est fournie à la question 12 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

5. Concernant les évictions pour agrandissement, subdivision ou changement d'affectation : le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée. Ventiler selon qu'il s'agisse d'un agrandissement, d'une subdivision ou d'un changement d'affectation.

---

Tribunal administratif du logement

<b>Volume des nouvelles demandes introduites - Évictions</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
<b>Total</b>	<b>581</b>
02 - Saguenay	21
04 - Roberval	0
06 - Rimouski	3
07 - Rivière-du-Loup	9
08 - Gaspé	7
10- Sept-Îles	0
11- Baie-Comeau	1
12 - Rouyn-Noranda	0
13 - Val-d'Or	0
14 - Shawinigan	21
15 - Trois-Rivières	12
16 - Drummondville	13
18 - Québec	51
22 - Gatineau	9
23 - Saint-Hyacinthe	2
24 - Granby	13
25 - Saint-Jean	10
26 - Sherbrooke	24
27 - Valleyfield	27
28 - Saint-Jérôme	26
29 - Joliette	15
31 - Village Olympique	263
36 - Laval	19
37 - Longueuil	35

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

**Nombre de décisions rendues**

Tribunal administratif du logement

<b>Volume des décisions rendues - Évictions</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
<b>Total</b>		<b>260</b>
02 - Saguenay		7
04 - Roberval		0
06 - Rimouski		3
07 - Rivière-du-Loup		2
08 - Gaspé		5
10- Sept-Îles		0
11- Baie-Comeau		1
12 - Rouyn-Noranda		3
13 - Val-d'Or		0
14 - Shawinigan		3
15 - Trois-Rivières		9
16 - Drummondville		5
18 - Québec		36
22 - Gatineau		9
23 - Saint-Hyacinthe		2
24 - Granby		1
25 - Saint-Jean		1
26 - Sherbrooke		12
27 - Valleyfield		18
28 - Saint-Jérôme		24
29 - Joliette		5
31 - Village Olympique		94
36 - Laval		9
37 - Longueuil		11

<sup>1</sup> Données en date du 29 février

6. Le nombre de causes impliquant une éviction jugée frauduleuse.

---

<b>Volume de nouvelles demandes introduites - Recours en dommages-intérêts pour reprise ou éviction de mauvaise foi</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Éviction de mauvaise foi		42
Reprise de logement de mauvaise foi		170

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février 2024

7. Le nombre de causes impliquant une cession de bail.

---

<b>Volume des nouvelles demandes introduites – Concernant la cession de bail 2023-2024<sup>1</sup></b>	
Cession de bail	222

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

8. Le nombre de cause impliquant une utilisation frauduleuse de la clause G.

---

Le Tribunal ne détient pas de données sur l' « utilisation frauduleuse de la clause G ». Les conclusions des décisions du Tribunal ne se prêtent pas à la saisie informatique.

9. Le nombre de causes ayant mené au versement de dommages et intérêts envers un locataire. Détailler la moyenne des paiements, ainsi que les montants maximums qui ont été versés.

---

Le Tribunal ne détient pas de données concernant « [l]e nombre de causes ayant mené au versement de dommages et intérêts envers un locataire ». Les conclusions d'une décision ne se prêtent pas à la saisie informatique.

10. Concernant les évictions en raison de non-paiement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

---

**Tribunal administratif du logement**

<b>Volume des demandes introduites - Non-paiement</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
<b>Total</b>	<b>37 814</b>
02 - Saguenay	597
04 - Roberval	134
06 - Rimouski	240
07 - Rivière-du-Loup	135
08 - Gaspé	114
10- Sept-Îles	139
11- Baie-Comeau	114
12 - Rouyn-Noranda	252
13 - Val-d'Or	252
14 - Shawinigan	455
15 - Trois-Rivières	824
16 - Drummondville	692
18 - Québec	4 269
22 - Gatineau	2 496
23 - Saint-Hyacinthe	377
24 - Granby	735
25 - Saint-Jean	704
26 - Sherbrooke	1 180
27 - Valleyfield	999
28 - Saint-Jérôme	1 654
29 - Joliette	883
31 - Village Olympique	15 421
36 - Laval	2 250
37 - Longueuil	2 898

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

**Nombre de décisions rendues**

**Tribunal administratif du logement**

<b>Volume des décisions rendues - Non-paiement</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
<b>Total</b>	<b>21 967</b>
02 - Saguenay	452
04 - Roberval	94
06 - Rimouski	142
07 - Rivière-du-Loup	69
08 - Gaspé	62
10- Sept-Îles	129
11- Baie-Comeau	72
12 - Rouyn-Noranda	163
13 - Val-d'Or	160
14 - Shawinigan	261
15 - Trois-Rivières	516
16 - Drummondville	451
18 - Québec	2 323
22 - Gatineau	1 560
23 - Saint-Hyacinthe	253
24 - Granby	367
25 - Saint-Jean	446
26 - Sherbrooke	752
27 - Valleyfield	608
28 - Saint-Jérôme	973
29 - Joliette	561
31 - Village Olympique	8 657
36 - Laval	1 276
37 - Longueuil	1 620

<sup>1</sup> Données en date du 29 février

11. Concernant les reprises de logement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

---

**Tribunal administratif du logement**

<b>Volume des nouvelles demandes introduites - Reprises de logement</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
<b>Total</b>	<b>2 824</b>
02 - Saguenay	38
04 - Roberval	5
06 - Rimouski	8
07 - Rivière-du-Loup	9
08 - Gaspé	8
10- Sept-Îles	1
11- Baie-Comeau	3
12 - Rouyn-Noranda	8
13 - Val-d'Or	9
14 - Shawinigan	36
15 - Trois-Rivières	39
16 - Drummondville	37
18 - Québec	117
22 - Gatineau	87
23 - Saint-Hyacinthe	37
24 - Granby	31
25 - Saint-Jean	56
26 - Sherbrooke	75
27 - Valleyfield	84
28 - Saint-Jérôme	183
29 - Joliette	52
31 - Village Olympique	1 494
36 - Laval	181
37 - Longueuil	226

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

**Nombre de décisions rendues**

**Tribunal administratif du logement**

<b>Volume des décisions rendues - Reprises de logement</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
<b>Total</b>	<b>1 534</b>
02 - Saguenay	18
04 - Roberval	4
06 - Rimouski	4
07 - Rivière-du-Loup	4
08 - Gaspé	8
10- Sept-Îles	3
11- Baie-Comeau	0
12 - Rouyn-Noranda	1
13 - Val-d'Or	6
14 - Shawinigan	12
15 - Trois-Rivières	20
16 - Drummondville	22
18 - Québec	51
22 - Gatineau	60
23 - Saint-Hyacinthe	18
24 - Granby	21
25 - Saint-Jean	25
26 - Sherbrooke	60
27 - Valleyfield	44
28 - Saint-Jérôme	111
29 - Joliette	22
31 - Village Olympique	805
36 - Laval	89
37 - Longueuil	126

<sup>1</sup> Données en date du 29 février

12. Concernant les demandes en fixation du loyer : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

**Volume de demandes introduites en fixation et révision**

<b>Volume des demandes introduites en fixation et révision</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Fixation	15 861
Révision	210

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

<b>Volume des demandes introduites en fixation et révision</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
<b>Total</b>	<b>16 071</b>
02 - Saguenay	141
04 - Roberval	12
06 - Rimouski	50
07 - Rivière-du-Loup	19
08 - Gaspé	10
10- Sept-Îles	25
11- Baie-Comeau	5
12 - Rouyn-Noranda	114
13 - Val-d'Or	32
14 - Shawinigan	65
15 - Trois-Rivières	144
16 - Drummondville	97
18 - Québec	1 140
22 - Gatineau	298
23 - Saint-Hyacinthe	93
24 - Granby	141
25 - Saint-Jean	217
26 - Sherbrooke	261
27 - Valleyfield	189
28 - Saint-Jérôme	309
29 - Joliette	71
31 - Village Olympique	10 763
36 - Laval	821
37 - Longueuil	1 054

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février

<b>Volume des décisions rendues</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Fixation		5 144
Révision		126

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février 2024

<b>Volume des décisions rendues</b>		<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
2 - Saguenay	Fixation	32
	Révision	0
4 - Roberval	Fixation	1
	Révision	0
6 - Rimouski	Fixation	16
	Révision	0
7 - Rivière-du-Loup	Fixation	3
	Révision	1
8 - Gaspé	Fixation	1
	Révision	0
10 - Sept-Îles	Fixation	1
	Révision	0
11 - Baie-Comeau	Fixation	1
	Révision	0
12 - Rouyn-Noranda	Fixation	1
	Révision	3
13 - Val-d'Or	Fixation	9
	Révision	0
14 - Shawinigan	Fixation	10
	Révision	0
15 - Trois-Rivières	Fixation	47
	Révision	0
16 - Drummondville	Fixation	11
	Révision	2
18 - Québec	Fixation	345
	Révision	3
22 - Gatineau	Fixation	63
	Révision	3
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation	44
	Révision	1
24 - Granby	Fixation	42
	Révision	0
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation	101
	Révision	1
26 - Sherbrooke	Fixation	94
	Révision	0
27 - Valleyfield	Fixation	72
	Révision	0
28 - Saint-Jérôme	Fixation	146
	Révision	4
29 - Joliette	Fixation	52
	Révision	0
31 - Montréal	Fixation	3 262
	Révision	90
36 - Laval	Fixation	391
	Révision	7
37 - Longueuil	Fixation	399
	Révision	11

<sup>1</sup> Données extraites au 29 février 2024

13. Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à informer les citoyens sur les droits et obligations découlant du bail », en indiquant :

- a) le nom de l'action;
- b) le programme ou le projet dont elle est issue;
- c) la dépense encourue;
- d) le nombre d'employés affectés;
- e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.

---

a) Le Tribunal administratif du logement donne accès à une information neutre et de qualité permettant aux citoyens de connaître leurs droits et obligations à titre de locataires ou de locateurs. Les renseignements sont donnés par téléphone, par courriel, par courrier, sur le site Web ou encore en personne dans les 26 bureaux et les 4 points de service répartis sur le territoire. Le Tribunal offre également des webinaires mensuels et publie de l'information juridique vulgarisée sur les réseaux sociaux.

b) Voir la réponse précédente.

c) La réponse à cette question sera présentée au rapport annuel de gestion 2023-2024 du Tribunal.

d) 73 employés dédiés aux renseignements.

e) Réponses par type de canal :

<b>Canal</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Téléphone	1 091 080
Entrevues et visiteurs	71 287
Courriel-Courrier postal-Télécopie	214 434
Internet	3 585 209
Webinaires	1 120
Médias sociaux	3 560
<b>Total</b>	<b>4 966 690</b>

<sup>1</sup>Données extraites au 29 février

14. Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à favoriser la conciliation des relations entre propriétaires et locataires », en indiquant :

- a) le nom de l'action;
- b) le programme ou le projet dont elle est issue;
- c) la dépense encourue;
- d) le nombre d'employés affectés;
- e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.

---

a) Service de conciliation;

b) L'article 5 de la *Loi sur la Tribunal administratif du logement* stipule que le Tribunal administratif du logement doit favoriser la conciliation entre locateurs et locataires;

c) La réponse à cette question sera présentée au rapport annuel de gestion 2023-2024 du Tribunal administratif du logement;

d) 6 employés affectés à la conciliation

e)

<b>ACTIONS</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Demandes traitées en conciliation	1 671
Nombre de séances tenues	1 198
Demandes fermées en conciliation	803

<sup>1</sup>Données extraites au 29 février 2024

15. Concernant la clause F : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

---

Le Tribunal ne détient pas de données relatives aux causes introduites et aux décisions rendues « concernant la clause F ».

Il n'existe pas de recours propre à la clause F. Celle-ci porte plutôt sur une exception selon laquelle les parties au bail ne peuvent saisir le Tribunal d'une demande de fixation de loyer ou de modification d'une autre condition du bail en certaines circonstances.



# ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**Avril 2024**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**MINISTRE DE L'HABITATION**

---

1. Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire du ministre depuis les cinq dernières années, ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé chacun d'eux.
2. Indiquer les sommes dépensées depuis les cinq dernières années par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information ainsi que les prévisions pour 2024-2025. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
3. Tous les documents et échanges avec le gouvernement fédéral concernant les projets et les montants prévus en habitation pour le Québec, concernant notamment l'entente entre Ottawa et Québec dans le cadre de la *Stratégie nationale sur le logement* sur le territoire et l'entente concernant le Fonds pour accélérer la construction de logements.
4. Tous les documents et échanges avec les gouvernements municipaux concernant le recensement d'espaces inoccupés dans les villes et municipalités du Québec et la participation du ministère à ceux-ci.
5. Tous les documents, notes, rapports, mémoires ou correspondance concernant les effets potentiels de l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction.

**Tribunal administratif du logement et Régie du logement**

6. Nombre de régisseurs depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
7. Nombre moyen de causes entendues par le régisseur depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
8. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause.
9. Statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, pour les 5 dernières années, en indiquant :
  - a. la nature des recours intentés, triés par type de recours;
  - b. le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;
  - c. le nombre de décisions rendues;
  - d. les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;
  - e. les délais entre l'audition et la signification de la décision;
  - f. le nombre de décisions contestées;
  - g. le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;
  - h. le nombre de forclores.
10. Nombre de requêtes déposées pour éviction pour subdivision, agrandissement substantiel ou changement d'affectation d'un logement.
11. Nombre de requêtes déposées en fixation du loyer, ventilées par région, pour les 5 dernières années.
12. Bilan des actions et des montants attribués à la promotion des droits des locataires et des locateurs au cours des cinq dernières années, et les montants prévus pour 2024-2025.
13. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Tribunal administratif du logement depuis les cinq dernières années. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

## Société d'habitation du Québec (SHQ)

14. Dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, indiquer:
- a. le montant global, ventilé par volet du programme et par projet, des subventions versées depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
  - b. le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements réalisés en vertu de ce programme depuis 1997, ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
  - c. le nombre total, ventilé par année, de logements destinés aux personnes en situation d'itinérance réalisés en vertu de ce programme depuis 1997, ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
  - d. ventilée par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention;
  - e. le nombre de logements communautaires créés depuis 10 ans, ventilé par année et par circonscription électorale, ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
  - f. le nombre de personnes âgées à faible revenu ayant bénéficié du programme AccèsLogis Québec – Volet II, destiné aux personnes âgées, et le bilan du nombre de logements adaptés (Volet III) accordés annuellement entre 2004 et 2022, ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
  - g. l'état de situation, incluant le nombre et le montant total des subventions octroyées depuis les 10 dernières années, le montant individuel de chacune d'elles, le nom et la circonscription du bénéficiaire de la subvention, ventilé par année, pour chacune des subventions additionnelles suivantes :
    - i. Municipalités dont la population est inférieure à 2500 habitants;
    - ii. Régions éloignées;
    - iii. Aide temporaire à l'occupation du territoire (AOT);
    - iv. Subvention pour l'adaptabilité du logement (SUAL);
    - v. Subvention pour adaptation de domicile (SAD);
    - vi. Participation au programme Rénovation Québec (PRQ).
15. Dans le cadre du programme Allocation-logement en faveur des personnes âgées et des familles, indiquer :
- a. la ventilation détaillée des budgets des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
  - b. pour ces années, le nombre de personnes âgées, de personnes seules et de familles à faible revenu qui ont bénéficié de l'allocation-logement, et le nombre, de même que la répartition par région des personnes âgées, des personnes seules et des familles à faible revenu bénéficiant de l'allocation-logement.
16. Dans le cadre du Programme d'habitation abordable du Québec, indiquer:
- h. le montant global, ventilé par volet du programme et par projet, des subventions en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
  - i. le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements planifiés ou réalisés en vertu de ce programme, ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
  - j. le nombre total, ventilé par année, de logements destinés aux personnes en situation d'itinérance planifiés ou réalisés en vertu de ce programme, ainsi que les prévisions pour 2024-2025;
  - k. ventilée par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention en 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention;
  - l. le nombre de logements communautaires créés, ventilé par année et par circonscription électorale, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
17. Ventilation, par programme, du soutien financier apporté à la SHQ et des sommes provenant du gouvernement fédéral pour les exercices des 10 dernières années, et les prévisions pour 2024-2025.
18. Sommaire des montants versés, par programme et par circonscription électorale, depuis les 10 dernières années, et les prévisions pour 2024-2025.

19. État de situation concernant les négociations avec le gouvernement fédéral, notamment quant au renouvellement des ententes pour les programmes à frais partagés, ainsi qu'au sujet du transfert au Québec de l'ensemble des programmes fédéraux. À propos de ces deux dossiers, fournir une copie des documents, analyses ou notes, ainsi qu'une liste des rencontres tenues, incluant la date et les personnes participantes, depuis les cinq dernières années.
20. État complet et détaillé de la situation des coopératives d'habitation gérées par la SHQ à travers le Québec (nombre, financement des rénovations) pour l'année 2021-2022, et les prévisions pour 2024-2025.
21. État de situation dressé par la SHQ concernant les coopératives d'habitation pour lesquelles les ententes avec le gouvernement fédéral sont arrivées ou arriveront à échéance en 2024-2025, et portrait de la situation pour les années à venir. Tableau présentant l'impact financier de la fin des conventions pour ces coopératives.
22. Nombre de projets et nombre d'unités de logement en attente de financement ou d'une autorisation de la SHQ pour 2020-2021 et 2021-2022, et les prévisions pour 2024-2025.
23. État de situation sur les transferts de responsabilité vers les villes et les MRC de programmes administrés par la SHQ.
24. Ventilation, par programme et par ville, des sommes allouées aux villes pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour les 10 dernières années, et les prévisions pour 2024-2025.
25. Ventilation, par programme et par organisme, des sommes allouées aux organismes à but non lucratif pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour les 10 dernières années, et les prévisions pour 2024-2025.
26. Ventilation, par programme et par institution d'enseignement, des sommes allouées aux institutions d'enseignement pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour les 10 dernières années, et les prévisions pour 2024-2025.
27. État de situation au sujet de l'itinérance au Québec et sommes versées par la SHQ pour ce dossier depuis les cinq dernières années.
28. Nombre d'unités de logement neuves qui ont été construites, par circonscription électorale, au cours des 10 dernières années, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
29. Nombre d'unités de logement social qui ont été construites, par circonscription électorale, au cours des 10 dernières années, ainsi que les prévisions concernant le nombre d'unités de logement et les montants pour 2024-2025.
30. Liste de tous les programmes d'aide financière sous la responsabilité de la SHQ et des offices municipaux d'habitation en vigueur depuis les 10 dernières années, ainsi que les prévisions pour 2024-2025, en indiquant pour chacun d'eux les sommes dévolues et leur ventilation détaillée, les sommes effectivement engagées et le solde disponible, s'il y a lieu. Indiquer également le nombre total de ménages aidés.
31. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation. Identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2021-2022 et pour les quatre années précédentes. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :
  - a. SBL Public – régulier;
  - b. SBL Public – Inuit;
  - c. SBL Public – Inuit (Plan Nord – 300 logements);
  - d. SBL Privé – Autochtones (urbains et ruraux);
  - e. SBL Privé – régulier et spécial;
  - f. Aide aux organismes communautaires;
  - g. Supplément au loyer;
  - h. Supplément au loyer spécial;
  - i. Allocation-logement;
  - j. Achat Rénovation;
  - k. AccèsLogis Québec;
  - l. Programme d'habitation abordable du Québec;
  - m. Aide d'urgence aux ménages sans logis;

- n. Adaptation de domicile (PAD);
  - o. Logements adaptés pour aînés autonomes;
  - p. RénoVillage;
  - q. RénoRégion
  - r. Réparation d'urgence;
  - s. Amélioration des maisons d'hébergement;
  - t. Revitalisation des vieux quartiers;
  - u. Pyrrhotite;
  - v. Rénovation Québec;
  - w. Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord;
  - x. Accession à la propriété et rénovation Kativik – Anciennes unités;
  - y. Programme spécial de rénovation – Kitcisakik;
  - z. Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec;
  - aa. Appui au développement de l'industrie de l'habitation.
32. Ventilation, pour les programmes Rénovation Québec, Revitalisation des vieux quartiers, RénoVillage et le PAD, pour chacune des circonscriptions électorales et MRC, du nombre de logements rénovés qui ont fait l'objet d'une subvention de la SHQ. Inclure la ventilation de l'aide versée par les municipalités depuis 2013, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
33. Ventilation, par municipalité, des délais de prise en charge des demandes du PAD depuis 2012 :
- a. date de réception de la demande par la SHQ;
  - b. date du traitement par la SHQ;
  - c. date de la transmission à la municipalité;
  - d. nombre de demandes en attente d'une évaluation par un ergothérapeute;
  - e. nombre en attente d'une soumission;
  - f. délai entre la demande à la SHQ et la fin des travaux.
34. Liste de tous les centres de services mis en place par la SHQ : fonction, financement, budget, objectifs, nombre de personnes employées dans chacun de ces centres, projets réalisés, en cours de réalisation ou prévus.
35. État de situation et ventilation, par municipalité, des listes d'attente pour les HLM, pourcentage des HLM destinées uniquement aux personnes âgées et bilan du nombre d'unités construites par année de 2004 à 2022, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
36. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés de la SHQ. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité, ainsi que le coût total pour l'année 2021-2022. Prévisions pour 2024-2025.
37. Présentation détaillée des coûts engendrés pour la construction d'un logement, ventilés par région et selon les différents programmes de la SHQ en matière de construction de logements sociaux, et évolution de ces coûts depuis 2004.
38. Présentation détaillée du Programme d'accessibilité des établissements touristiques lancé en 2017. Ventilée par nombre de demandes reçues, nombre de demandes acceptées, ainsi que la ventilation des sommes dépensées par région et par projet. Prévisions pour 2024-2025.
39. Présentation détaillée du programme d'aide financière pour soutenir les propriétaires qui souhaitent rendre leurs petits établissements d'affaires, commerciaux et communautaires accessibles aux personnes handicapées dans le cadre du Programme d'accessibilité des établissements touristiques lancé en 2017 et annoncé à la page 11 du Portrait sur l'accessibilité des commerces réalisé par l'Office des personnes handicapées du Québec en février 2018. Ventilée par nombre de demandes reçues, nombre de demandes acceptées, ainsi que la ventilation des sommes dépensées par région et par projet. Prévisions pour 2024-2025.

40. Toutes les études et statistiques disponibles sur le manque de logements et les logements non adaptés aux besoins, depuis les 10 dernières années, par région. Si disponible, subdiviser les statistiques par :
  - a. Le type de ménage (personne seule, couple, famille avec un enfant, etc.);
  - b. Le sexe;
  - c. L'âge;
  - d. Le revenu;
  - e. La région;
  - f. La fonction (ressources pour femmes victimes de violence conjugale, logements adaptés, etc.).
41. La ventilation, par région, des taux d'inoccupation des logements pour les 10 dernières années.
42. La proportion, par région, de logements utilisés pour de l'hébergement touristique, par année, pour les 5 dernières années.
43. La proportion, par région et grande ville, de locaux commerciaux vacants, par année, pour les 10 dernières années.
44. Financement du déficit d'exploitation des HLM
45. Selon le dernier rapport financier de la SHQ, quel est le coût moyen d'exploitation d'un logement HLM au Québec, ventilé par poste de dépenses et de revenus ?
46. Quel est le déficit d'exploitation annuel du parc HLM au Québec de 2018 à aujourd'hui et quelle a été la contribution de chaque palier de gouvernement à celui-ci ?
47. Quel montant supplémentaire annuel la SHQ a-t-elle dû assumer pour le déficit d'exploitation en raison de la fin des ententes de financement avec la SCHL pour les années 2018 à aujourd'hui ?
48. Quel montant supplémentaire annuel la SHQ prévoit-elle devoir assumer pour le déficit d'exploitation en raison de la fin des ententes avec la SCHL pour les années 2023 à 2028 ?
49. La SHQ aura-t-elle besoin de mettre en place un programme spécifique pour assumer le déficit d'exploitation des HLM suite au retrait du fédéral ? Si oui, où en sont les démarches et l'échéancier pour formuler un tel programme ?
50. Est-il dans les scénarios de la SHQ d'augmenter la contribution des locataires du parc HLM pour compenser le retrait du financement fédéral au déficit d'exploitation ?

#### Rénovation du parc HLM

51. Combien la SCHL a-t-elle versée à la SHQ dans le cadre du financement alloué au RAM régulier des immeubles HLM toujours sous convention pour les années 2018 à 2022 ?
52. La SHQ a-t-elle tentée de négocier avec la SCHL une entente pluriannuelle pour déterminer les budgets disponibles pour la rénovation des HLM (RAM régulier) pour les années à venir ? Si oui, quels ont été les résultats ?
53. Quelles sont les données les plus récentes du bilan de santé des immeubles (BSI), avec les cotes de vétusté, par immeuble et par logement, ainsi que les montants estimés pour chacun des 149 offices d'habitation et pour chacune des régions du Québec ?
54. Selon l'état de santé du parc HLM régulier dont dispose la société, quels montants sont prévus nécessaires de 2023 à 2028 pour ramener à un niveau acceptable, soit la cote C, l'ensemble du parc HLM ? Peut-on ventiler ces sommes pour les immeubles toujours sous convention et pour ceux maintenant hors convention ?
55. Comment la SHQ a-t-elle utilisée les sommes prévues au volet deux de l'ECQL pour chacune des années de l'entente incluant 2023-2024 ?
56. Sur quoi se fonde l'argument de la SHQ à l'effet qu'elle n'a pas pu utiliser la majeure partie des sommes du volet deux de l'EQCL au profit de la rénovation des HLM en raison des spécifications contenues dans l'entente ?

57. Depuis quand la SHQ est-elle consciente de ces contraintes et quelles démarches a-t-elle entreprise et selon quel échéancier pour satisfaire aux exigences demandées pour utiliser les sommes à cette fin ?
58. Depuis 2008, la SHQ a investi plus de 3 milliards \$ dans la rénovation de son parc. Existe-t-il un bilan identifiant les forces et les faiblesses de ces interventions, notamment en matière d'accessibilité, de développement durable, etc. ?
59. À l'intérieur des paramètres de son programme de rénovation des HLM, la SHQ compte-t-elle : 1- permettre aux offices d'habitation d'inclure des travaux de modernisation des immeubles pour tenir compte des besoins des personnes à mobilité réduite (ouvre-porte, rangement des quadri-porteurs, rampes, salle de lavage sur les étages, etc.) ; 2- permettre des aménagements extérieurs pour répondre aux besoins des familles avec enfants ; 3- poursuivre des objectifs de développement durable ?
60. Le programme permettra-t-il de fournir un engagement budgétaire pluriannuel aux pour favoriser la planification des travaux ?
61. Comment la SHQ compte-t-elle accorder une priorité dans l'attribution des fonds aux immeubles ayant les pires cotes de vétusté ?

#### Autres

62. Quel est le nombre de demandeurs de HLM par région au Québec selon les données les plus récentes de la SHQ ?
63. Au sens de la loi de la SHQ, chaque office d'habitation a l'obligation de mettre en place un comité consultatif de résidants. Combien d'offices ont un comité consultatif des résidants ? Cette obligation fait-elle partie des vérifications menées auprès des offices par la SHQ ?
64. Combien de logements ont été attribué en 2021 et en 2022 à des ménages demandeurs dépassant les PRBI de leurs régions ? Peut-on obtenir la ventilation par office ?
65. Quels résultats ont été obtenu en matière de regroupement des offices en 2023-2024 ? Pourquoi la SHQ a-t-elle mis fin aux activités du comité de coordination sur le regroupement des offices ?
66. Seulement 25 % des 149 offices atteignent le seuil de performance de 300 logements identifié comme gage de succès par la SHQ, quel est le plan de travail de la SHQ pour compléter le processus de consolidation du réseau des offices ?
67. Dans chacun des 8 programmes de suppléments au loyer financés par la SHQ, combien d'unités de PSL sont non utilisés ?
68. Combien coûterait à la SHQ l'autorisation accordée aux 149 offices d'habitation de négocier avec les fournisseurs un tarif de connexion internet avantageux pour les locataires et de l'offrir en option dans les montants forfaitaires ajoutés au coût du loyer de base ?
69. En 2021, l'Assemblée nationale a apporté des modifications à la Loi de la SHQ, notamment les articles 58.8 et 68.16, pour favoriser la participation des locataires. Pourquoi la SHQ n'a pas établi les procédures pour rendre opérantes ces deux dispositions de sa loi ?
70. Combien de rencontre de la Table de concertation sur les HLM publics animée par la SHQ ont eu lieu en 2021-2022 et 2023-2024 ? Quels sont les projets de la SHQ concernant le mandat et le plan de travail de ce lieu de concertation avec ses partenaires du ROHQ, de l'ADOHQ et de la FLHLMQ ?
71. Dans son plan stratégique, la SHQ devait en 2023-2024 établir un nouveau cadre de suivi de la performance de ses mandataires basés sur certains indicateurs clés. Ou en est rendu l'élaboration de ce cadre ?

1. Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire du ministre depuis les cinq dernières années, ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé chacun d'eux.

---

Sans objet

2. Indiquer les sommes dépensées depuis les cinq dernières années par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information ainsi que les prévisions pour 2024-2025. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
- 

La réponse à cette question est fournie à la question générale 40.

3. Tous les documents et échanges avec le gouvernement fédéral concernant les projets et les montants prévus en habitation pour le Québec, concernant notamment l'entente possible entre Ottawa et Québec dans le cadre de la *Stratégie nationale sur le logement* sur le territoire et l'entente concernant le Fonds pour accélérer la construction de logements.

---

Sans objet

4. Tous les documents et échanges avec les gouvernements municipaux concernant le recensement d'espaces inoccupés dans les villes et municipalités du Québec et la participation du ministère à ceux-ci.
- 

Sans objet

5. Tous les documents, notes, rapports, mémoires ou correspondance concernant les effets potentiels de l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction.

---

Sans objet

6. Nombre de régisseurs depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.

---

Au 28 février 2024, le nombre de membres du Tribunal excluant les membres assignés à des fonctions administratives de président et vice-président :

<b>2023-2024</b>
57 <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Dont 6 membres à temps partiel

7. Nombre moyen de causes entendues par le régisseur depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.
- 

La réponse est fournie à la question 10 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

8. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause.
- 

La réponse est fournie à la question 11 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

9. Statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, pour les 5 dernières années, en indiquant :
- a) la nature des recours intentés, triés par type de recours;
  - b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;
  - c) le nombre de décisions rendues;
  - d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;
  - e) les délais entre l'audition et la signification de la décision;
  - f) le nombre de décisions contestées;
  - g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;
  - h) le nombre de forclores.
- 

La réponse est fournie à la question 12 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

10. Nombre de requêtes déposées pour éviction pour subdivision, agrandissement substantiel ou changement d'affectation d'un logement.
- 

La réponse est fournie à la question 5 des renseignements particuliers requis par la deuxième opposition, Volet-Habitation.

11. Nombre de requêtes déposées en fixation du loyer, ventilées par région, pour les 5 dernières années.

---

La réponse est fournie à la question 12 des renseignements particuliers requis par la seconde opposition, Volet-Habitation.

12. Bilan des actions et des montants attribués à la promotion des droits des locataires et des locateurs au cours des cinq dernières années, et les montants prévus pour 2024-2025.

---

Le Tribunal administratif du logement ne fait pas la promotion des droits des locataires et des locateurs. L'un de ses éléments de mission est d'informer les citoyens sur les droits et les obligations découlant des relations entre locateurs et locataires.

Le Tribunal administratif du logement donne accès à une information neutre et de qualité permettant aux citoyens de connaître leurs droits et obligations à titre de locataires ou de locateurs. Les renseignements sont donnés par téléphone, par courriel, par courrier, sur le site Web ou encore en personne dans les 26 bureaux et les 4 points de service répartis sur le territoire.

*Nombre de réponses par type de canal*

<b>Canal</b>	<b>2023-2024<sup>1</sup></b>
Téléphone	1 091 080
Entrevues et visiteurs	71 287
Courriel-Courrier postal-Télécopie	214 434
Internet	3 585 209
Webinaires	1 120
Médias sociaux	3 560
<b>Total</b>	<b>4 966 690</b>

<sup>1</sup>Données extraites au 29 février

Le coût de revient pour l'exercice financier 2023-2024 ne sont pas disponibles en date du 29 février 2024. Ces données seront présentées dans le rapport annuel de gestion 2023-2024.

13. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Tribunal administratif du logement depuis les cinq dernières années. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

---

La réponse est fournie à la question 55 des renseignements généraux requis par l'opposition officielle.